

LE MONDE LIBERTAIRE



2€

ISSN 0026-9433

« Ne vous lamentez pas, organisez-vous ! »

Joe Hill

N° 1541

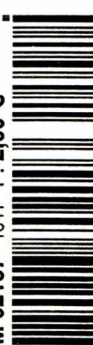
du 29 janvier au 4 février 2009

hebdomadaire de la Fédération anarchiste, adhérente à l'Internationale des Fédérations anarchistes

Adios libertad !



M 02137 - 1541 - F - 2,00 €



Sommaire

Sombre avenir pour les **chômeurs**, par A. Pierre, page 4

Tous aux abris avec **Hortefeux**, par P. Schindler, page 5

Brèves incontournables, page 6

Intérêts **technico-sécuritaires** et université, par D. Forest, page 7

Philosophie de la **réforme**, par R. Constant, page 9

Au sujet de **Gaza**, par N. Baillargeon, page 11

Le mirage **Obama**, par S. Chemin, page 14

Les **prolos**, mise au point, par J. Langlois, page 15

Hommage à **l'Exil espagnol**, par A. Marcellan, page 18

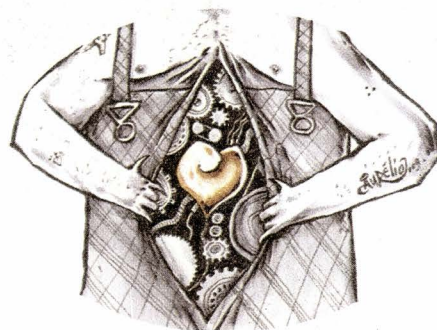
Un an de **cinéma**, par Mato-Topé, page 19

Cléricalisme moderne et mouvement ouvrier, par S. Mahé, page 20

Vie du **mouvement**, page 21

Radio libertaire, les programmes, page 22

L'agenda, page 23



Tarifs

(Hors-série inclus)

3 mois, 13 n^{os}

6 mois, 25 n^{os}

1 an, 45 n^{os}

France

et DOM-TOM

☐ 20 €

☐ 38 €

☐ 61 €

Étranger

☐ 27 €

☐ 46 €

☐ 77 €

(en lettres capitales. Règlement à l'ordre de Publico, à joindre au bulletin)

Nom _____ Prénom _____

Adresse _____

Code postal _____ Ville _____

BULLETIN D'ABONNEMENT

Abonnement de soutien

1 an, 45 n^{os} ☐ 76 €

Pour les détenus et chômeurs, 50 % de réduction en France métropolitaine. Les chèques tirés sur des banques hors France subissant une taxe exorbitante (plus de 15 euros), nous vous demandons d'effectuer vos paiements par virement bancaire international (IBAN: FR7642559000062100287960215). (BIC: CCOPFRPPXXX). Pour tout changement d'adresse, joindre la dernière feuille de routage.

Rédaction et administration: 145, rue Amelot, 75011 Paris. Tél.: 01 48 05 34 08 – Fax: 01 49 29 98 59

Directeur de publication: Bernard Touchais – Commission paritaire n° 0609 C. 80740 – Imprimerie EDRB (Paris)

Dépot légal 44145 – 1^{er} trimestre 1977 Routage 205 – EDRB Diffusion NMPP. Photos et illustrations de ce numéro: droits réservés.



Ce 29 janvier

tous ensemble, mais vers où ?

On sait pas comment c'est pour vous mais à la rédaction on sent comme une chape de surveillance et de punition. Qu'on en juge: un élu socialiste (si, si...) de l'Essonne, – Vals pour bien le nommer – peut proférer sans rire sur les ondes de Radio-Paris-France-Inter, on cite de mémoire: « Je suis attaché au service public mais quand même c'est pas possible ce syndicat irresponsable qui paralyse les transports et prend les usagers en otage, etc.. » Un autre élu – UMP celui-là – vend une grosse mèche, évoquant les tricheries habituelles permises par le vote électronique... Rassurant, quand on sait que bien des régions veulent généraliser ce mode de scrutin lors des élections, et de quoi asseoir définitivement nos idées sur la nullité de la « démocratie représentative ». Agnès Boutillon, grinçante pimpesouée chargée de distiller la voix de son maître sur la même radio, peut sans se cracher dessus annoncer fièrement, à propos des négociations entre gouvernement et syndicats sur le chômage, que ça a assez duré et que Nagui Bocsa va « siffler la fin de la récréation ». Le même sinistre sire, dans son titata télévisé de mauvaise année s'était vanté de « faire passer » en 2009 telle ou telle loi, omettant de dire au passage que c'est encore à son parlement-croupion de le faire. Darcos supprime des milliers de postes de profs mais veut embaucher cinq mille précaires pour fliquer les mômes qui font l'école buissonnière. On prêche inlassablement la haine du jeune, du syndicat, du fonctionnaire, On brocarde le Droit du travail. Obama, le sauveur noir de la démocratie blanche va mettre un an à virer 250 taulards de Guantanamo. À ce train-là, il sera mort avant d'avoir pu dégager d'Irak! On nous invente du terrorisme à tous les coins de gare, mais on apprend incidemment que Julien de Tarnac a été dénoncé par un mythomane récidiviste connu des flics pour ses dénonciations malades, répétées et infondées... Il est temps de supprimer enfin les juges d'instruction, sinon la thèse MAMelue de la conspiration ultra-gauchiste va définitivement sombrer dans le ridicule. On a beau se répéter comme Patrick McGoochan: « Je ne suis pas un numéro », une grosse boule molle nous bloque le gosier. Et pourtant, dans cette brume de réaction galopante, ça craque un peu partout, en Grèce, en Guadeloupe, chez les chercheurs, les hospitaliers, tous ces gens, pressurés, menacés, bafoués, calomniés qui se cabrent, bloquent, contestent, débrayent, se foutent de la sainte croissance, bref reprennent leurs affaires en main. Ce que nous allons faire nous aussi.



Un jour, un jour viendra. Dijon, manifestation contre les réformes Darcos, janvier 2009. Photothèque du mouvement social.

Jean-Pierre Levaray

À L'HEURE OÙ vous lisez ces lignes vous êtes peut-être dans la rue, à battre le pavé de cette nouvelle « Journée nationale interprofessionnelle de mobilisation ». Peut-être même avez-vous acheté votre *Monde libertaire* chéri à un compagnon ou une compagne le vendant à la criée. Peut-être revenez-vous de cette grande manifestation, déçu évidemment, parce qu'il faudra reprendre la route du boulot ou du chômage demain et que rien n'aura changé. À moins que...

Les raisons pour descendre dans la rue sont plus que nombreuses et il y a bien longtemps qu'on devrait avoir repris le pavé.

On nous parle de crise, mais ça fait des années que nous la subissons. Ces temps-ci les contrecoups s'intensifient et on nous promet que ça va être pire dans les mois à venir, c'est dire. À nous donc de réagir, vite

et fort. Il n'est plus supportable d'être les victimes collatérales des soubresauts de la Bourse. Les patrons et les États veulent toujours plus nous saigner à blanc pour maintenir les profits, nous demandant de nous serrer encore plus la ceinture, en nous donnant des leçons sur l'austérité à supporter encore et encore. Nous ne sommes plus que des données d'ajustement pour leur permettre de s'en sortir et d'engranger, toujours, des bénéfices.

C'est le chômage qui s'intensifie; ce sont les dizaines de milliers de renvois d'intérimaires; le chômage partiel comme nouvelle gestion du personnel; les licenciements et fermetures d'entreprises, le secteur de l'automobile en voie de disparition ou de réduction; l'intensification du travail, la souffrance et le stress, la flexibilité, la pénibilité, le travail le dimanche, la nuit, tout le

temps, n'importe quand; ce sont les hôpitaux au bord de la rupture, le plan de restructuration « Hôpital 2009 », en attendant la phase 2012, et un appel de Sarkozy à « mieux gérer » les hôpitaux; la restructuration de l'Éducation nationale, avec des suppressions de postes, l'abandon pur et simple des élèves en difficulté, la mise sous tutelle des enseignants, la réduction de l'éducation à un simple préformatage pour l'entrée dans le monde de l'exploitation, l'abandon de la formation de l'esprit critique; c'est la misère, le retour de la pauvreté, les tentes des SDF; ce sont les chiffres de Hortefaux – passé au « social » (sic) –, les près de 30 000 sans-papiers expulsés sans état d'âme...

Et j'en passe sur les atteintes aux libertés, la criminalisation du mouvement social et tout le reste. La coupe est pleine.

Comme seule réponse, cette journée d'action du 29 janvier, appelée par l'ensemble des organisations syndicales. Alors on prend, par dépit parce que les rendez-vous sociaux ne

sont pas courants mais, si on a la rage au cœur, on reste sur sa faim, parce qu'on sait que ces journées d'action ne servent plus à rien. Seulement à nous retrouver, à gueuler et à nous donner rendez-vous pour une prochaine journée d'action dans plusieurs semaines (et à laquelle certains syndicats rangés n'appelleront même plus).

Combien de temps allons-nous accepter de remettre notre sort entre les mains de dirigeants syndicaux, parfaitement insérés dans la logique du capital, experts en bons conseils, participants fidèles aux consultations et autres comités d'orientation?

Pour la journée du 29, les syndicats nous ont proposé une « plateforme anticrise » qui aborde toutes les questions d'emploi, de salaires, de logement social, de réglementation de la sphère financière, etc. Pas un mot sur les sans-papiers, quasiment rien sur la Santé et sur la retraite, pas un mot sur l'éducation.

Il s'agit d'une plateforme dont la logique est celle de la « relance économique », « de la

réduction des inégalités », afin de trouver des solutions pour surmonter les difficultés passagères de la crise puisque « les seules lois du marché ne peuvent régler tous les problèmes ». Bref, une logique de fidèles serviteurs de l'État et du capital.

Pour eux, le capitalisme est le seul horizon, le seul avenir possible. Normal, il y a pour ces « syndicalistes » des profits, des places d'experts, de gestionnaires, de dirigeants et de fonctionnaires à défendre.

Si on les laisse faire, rien ne sera possible pour nous. Passons à la vitesse supérieure. En assemblée générale, sur les lieux de travail, dans les bahuts, dans les quartiers. Nous devons nous regrouper, devenir offensifs, affronter les patrons et leurs alliés. Et, surtout, ne pas faire l'économie d'une véritable grève générale, seule issue pour reconstruire un monde à vivre selon nos désirs.

Donnons-nous la force pour réaliser l'impossible!

J.-P. L.

Chômage assuré ?

De moins en moins...

À l'heure où ces quelques lignes sont écrites, rien ne semblerait tranché quant à l'accord sur l'assurance chômage. Pourtant, le décor était planté depuis belle lurette avec l'ex-centrale déconfessionnalisée, la CFDT¹.

Début janvier, dans son édition du dimanche 11, le Parisien nous présentait une interview de François Chérèque, secrétaire de la confédération, seule signataire². À la question « La CFDT a décidé de signer la réforme de l'indemnisation du chômage, FO et la CGT s'y refusent. Vous ne vous sentez pas seuls? », le bougre s'en sort en déclarant privilégier « les salariés précaires, les jeunes en particulier ». C'est un peu court, et les reculs des droits des chômeurs?

On serait même en droit de se demander si le « patron de la CFDT » ne se mettrait pas en

orbite pour prendre la place du sinistre Hortefaux.

La présence de la CFDT dans « la journée d'action du 29 janvier » (pas la grève, bien sûr!) ne servirait donc qu'à canaliser « le mécontentement » (qui monte dans les entreprises). Certes les autres boutiques syndicales ne font pas mieux, mais le rôle de l'ex-centrale du square Montholon est à peine dans le registre des ombres chinoises!

Un quotidien financier a qualifié de « partie d'échecs » (nippons?) les discussions sur l'assurance-chômage. Le gouvernement peut donc refuser de valider l'accord. L'actuelle convention est valable (sic) jusqu'au 15 février. De nouvelles négociations sous d'autres bases sont-elles possibles? Le temps est court et on peut douter que les

organisations syndicales renforcent vraiment, pendant les semaines qui restent, « la dernière digue ».

Précaires, chômeurs, femmes, immigrés ont des intérêts convergents. Le mouvement ouvrier traditionnel les a souvent laissés sur le bord du chemin. Pour la reconstruction du mouvement social, la route sera longue.

Alexis Pierre

1. La Confédération des travailleurs chrétiens (CFTC) ne signe pas, tout comme la CGC-CFE...

2. François Chérèque qualifié de « jaune » dans un Monde libertaire passé, c'est la moindre des choses!



Bilan Hortefeux

combien de vies brisées ?



LE MINISTRE A DRESSÉ le triste bilan de son action musclée pour l'année 2008, en matière de politique d'immigration, depuis la création de son ministère – xénophobe – de l'Identité nationale. Il ne semble pas s'en contenter mais tire des plans sur la comète, à l'horizon 2012.

Cinq morts et combien de blessés ?

Avant la création du ministère de l'Identité nationale, ce fut Sarkozy lui-même qui ouvrit le feu en 2003, tandis qu'il était ministre de l'Intérieur, en lançant le concept d'objectifs chiffrés de reconduites à la frontière. Les critères se succèdent avec 25 000 expulsions exigées en 2007, 28 000 en 2008 et 30 000 en 2009. En huit ans, le nombre des expulsions a triplé, selon les chiffres de la police.

Pour arriver à ces résultats, il a déjà fallu recourir à la bonne vieille recette française des rafles ethniques à la sortie des stations de métro, à la sortie des écoles ou des bureaux. Le pire étant que cette chasse aux sorcières – si elle fut très vite dénoncée et donna naissance au Réseau éducation sans frontières (RESF) grâce auquel une petite résistance a pu être mise sur pied – a fini par se banaliser et faire partie des mœurs. Renforcée par cette force d'inertie, la machine à expulser n'a fait que s'emballer et en 2008 on ne comptait pas moins de 242 enfants placés en centre de rétention, dont 80 % n'étaient pas âgés de dix ans. On y a même enfermé un bébé de trois semaines et, à l'autre bout de la chaîne des âges, une grand-mère de quatre-vingt-dix-neuf ans !

En parlant de bilan, Hortefeux n'a pas abordé le chiffre effrayant de cinq morts en lien direct avec les rafles, dont un suicide, une noyade, deux défenestrations et une immolation... Ce n'est que la résultante de la mise en œuvre de la politique d'immigration choisie, impulsée par Sarkozy en 2006. Ce schéma a malheureusement, depuis, fait tache d'huile en Europe et a débouché sur la ratification par les vingt-sept pays de l'UE, du pacte sur l'im-

migration et l'asile, et ce précisément durant la présidence française de l'Union.

Bilan « chiffré »

Mais revenons sur l'aspect sordide du bilan chiffré du ministre de l'Identité nationale. Si on le regarde à la loupe – ce qu'a osé faire le Sénat – on s'aperçoit que, si on enlève le nombre de Roms expulsés, on arrive en fait au chiffre de 12 000 expulsions sur les 28 000 annoncées. En effet, les expulsions de Roms ne devraient pas être comptabilisées, puisqu'elles sont qualifiées par le ministère lui-même de « volontaires ». En contrepartie de leur retour au « pays », les Roms reçoivent une prime, mais depuis qu'ils sont citoyens de l'UE, ils ont tout à fait le droit de revenir immédiatement en France... Ceci dit, la seule utilité du système est de gonfler les chiffres du ministère. C'est en tout cas l'analyse de l'association Droits devant. Le Sénat (eh oui...) a même dénoncé, par ces temps de crise, le coût de ces reconduites à la frontière, estimé à 20 970 euros par personne.

Pour en revenir aux objectifs chiffrés, car le ministère national n'a pas l'intention de s'arrêter en si bon chemin, il s'agit d'arriver à un taux de 50 % d'immigration économique à l'horizon 2012, tandis qu'en 2008 il ne représentait que 3 %... Mais, derrière cette volonté « économique », se cache surtout le spectre de l'immigration familiale. Tout a été mis en place pour la limiter. Désormais, les candidats qui s'accrochent doivent impérativement passer des tests de maîtrise de la langue française dans leur pays d'origine, et dans les prochains mois la procédure de recours aux tests ADN devrait entrer en vigueur.

Du coup, il est fort probable qu'on assiste dans les années à venir à une explosion du nombre de cartes portant la mention « salarié ». En fait, selon l'association DD, cette nouvelle appellation ne change rien à la donne, il

s'agit d'un pur effet statistique car, aujourd'hui, dans la réalité, les immigrés qui recevaient une carte de séjour « vie privée et familiale » en reçoivent une de « salarié ». En ce qui concerne la dernière trouvaille du ministère la fameuse carte « compétences et talents », accordée à un étranger susceptible de « participer au développement économique ou au rayonnement de la France et du pays dont il a la nationalité », Hortefeux a bien été obligé d'avouer qu'elle a fait flop. Seulement 44 exemplaires ont été attribués, sur les 2 000 promises.

Mais Hortefeux ne désarme pas et s'enorgueillit de son « accord de gestion concertée des flux migratoires », qu'il a réussi à faire parapher par le Sénégal, la Tunisie et le Burkina Faso (mais seul le parlement du Gabon a aujourd'hui ratifié le texte). Dans sa ligne de mire se trouvent le Cameroun, les Philippines et Haïti. Le principe de cet accord est que les pays s'engagent à faciliter la délivrance des laissez-passer nécessaires aux reconduites à la frontière, en échange d'un quota de cartes de séjour accordées par la France. Le Mali, principal pays africain d'émigration vers la France, n'a pas cédé au chantage, grâce à la mobilisation des associations.

Gageons que Besson, le triste sieur appelé à remplacer Hortefeux, n'en restera sûrement pas là pour justifier l'existence de ce sinistre ministère. Si vous croisez des sans-papiers, je ne pense pas très judicieux de leur souhaiter une « bonne année ».

Patrick Schindler
groupe Claaaaaash, Paris

Vincennes brûle-t-il ?

De décembre 2007 à juin 2008, le centre de rétention de Vincennes a connu une révolte quasi continue. Affrontement des retenus avec la police, refus de manger, d'être comptés, cartes déchirées, chambres brûlées... Le 21 juin un retenu qui avait réclamé en vain ses médicaments y mourait. Le lendemain, la marche silencieuse organisée par les retenus fut réprimée. Une révolte éclata, où la plus grande prison française pour sans-papiers est partie en fumée... Le centre de Vincennes a rouvert en partie le 10 novembre. Début 2009, huit anciens retenus de Vincennes ont été inculpés de « destruction de biens par l'effet d'incendie et violence à agents de la force publique avec une incapacité totale de moins de cinq jours en réunion ». Sept sont en détention préventive, le huitième est sous mandat d'arrêt.

Die Konsequenz !

Un centre de rétention a été incendié volontairement à Bordeaux. Trois étrangers retenus au CRA et deux policiers, légèrement intoxiqués par les fumées, ont été conduits au CHU de Bordeaux. Deux personnes, de nationalité marocaine, ont été placées en garde à vue.

Répression en Grèce

Six jeunes interpellés au hasard lors de la manifestation de soutien au mouvement social grec (sujet de répressions abusives, ayant causé la mort d'un adolescent de 15 ans) ont été détenus 72 heures et risquent aujourd'hui jusqu'à 5 ans de prison et 15 000 euros d'amende. Un comité de soutien s'est constitué, réunissant une cinquantaine d'associations, partis et organisations syndicales.

Facs sous haute tension

La contestation s'enracine, les grèves administratives se multiplient : 72 des 85 conseils d'administration des universités ont voté des motions marquant leur défiance à l'égard des réformes du gouvernement.

Jean-Marc Rouillan chocolat !

Le parquet de Paris s'est opposé à la libération conditionnelle du cofondateur d'Action directe, estimant qu'il devait au préalable réclamer de nouveau le régime intermédiaire de semi-liberté. Le tribunal de l'application des peines de Paris, qui a examiné le dossier à huis clos en entendant Jean-Marc Rouillan par visioconférence, rendra sa décision le 4 février.

Répression sociale

Gérard Filoche, le célèbre inspecteur du travail, accusé de « chantage et entrave au fonctionnement d'un comité d'établissement » a été renvoyé en correctionnelle par le parquet de Paris. Multiforme, la répression sociale en France monte d'un cran.

Gays exclus du don du sang

Roselyne Bachelot réaffirme l'exclusion des homosexuels du don du sang. La ministre a beau s'en dédire, l'exclusion du don du sang est bien violente et discriminatoire à l'égard des homosexuels. Selon Act-Up Paris : « Celle-ci n'est pas sanitaire justifiée : si la prévalence est en effet plus forte chez les gays, les nouvelles contaminations concernent désormais davantage les hétérosexuels. »

Très pieuse Italie

Une société d'affichage publicitaire de Gênes a refusé une campagne proclamant l'inexistence de dieu sur les bus de la ville, qui était promue par une association d'athées. Les athées avaient annoncé lundi leur intention de placarder à partir de début février sur des bus génois l'inscription : « La mauvaise nouvelle est que dieu n'existe pas. La bonne est qu'on n'en a pas besoin ». Les athées britanniques ont déjà annoncé une campagne d'affichage en janvier 2009 sur les autobus londoniens proclamant « dieu n'existe probablement pas. Alors, maintenant arrêtez de vous inquiéter et profitez de la vie ». Une campagne similaire a été lancée à Barcelone.

Négationniste en robe

M^{re} Richard Williamson, l'un des quatre évêques intégristes dont l'excommunication a été levée par le pape Benoît XVI, a nié l'existence des chambres à gaz dans un entretien diffusé par la télévision suédoise.

Et pan sur le bec gris

Le Pen a été condamné pour ses propos sur l'Occupation. Il avait notamment déclaré que « l'occupation allemande (en France) n'avait pas été particulièrement inhumaine ». Il écope en appel de 3 mois avec sursis et d'une amende de 10 000 euros.

Créationnisme

Jean-Baptiste de Panafieu s'inquiète, dans un documentaire réalisé en Seine-Saint-Denis, de la montée de la contestation de la théorie de l'évolution qu'il observe chez les jeunes, principalement musulmans, cent cinquante ans après la publication de l'Origine des espèces par Charles Darwin.

Fascistes-racistes

Le 24 janvier avait lieu à Paris une manifestation de solidarité avec le peuple palestinien. Utilisant ce prétexte pour véhiculer leur antisémitisme, une série de groupuscules d'extrême droite avait annoncé leur intention de manifester sous couvert d'antisionisme. C'était sans compter sur la présence d'antifascistes et d'anarchistes qui leur ont signifié comme il se doit qu'ici ou ailleurs les nazillons et apparentés seraient toujours les malvenus. Ces derniers n'ont donc pas pu manifester et se sont retrouvés protégés des antifascistes par les flics.

Tarnac

Manif de soutien aux inculpés de Tarnac le samedi 24 janvier à Barbès à l'appel du collectif des 96 heures : 200 personnes. Même pas eu le temps de démarrer, déjà encerclés ! Une centaine d'arrestations, mais quasiment toutes les filles ont été libérées, faute de femmes flics pour la fouille. À noter, une employée de la RATP a essayé d'ouvrir une grille de sortie pour nous aider, mais s'est fait gazer.



La vulgarisation universitaire

nouveau relais des intérêts
techno-sécuritaires



« Je ne suis pas un numéro ! », *The Prisoner*, Patrick McGoochan.

QUI NE CONNAÎT les courts ouvrages de la collection « Que sais-je ? » dont la vocation depuis près de soixante-dix ans est de livrer l'état d'une question ou d'un sujet au plus large public. Pour satisfaire cette ambition, des spécialistes incontestés étaient convoqués, très souvent universitaires reconnus, qui sans prétendre à une parfaite objectivité, tentaient du moins de restituer les termes d'un débat pour permettre au lecteur de l'approfondir.

La vidéosurveillance, surtout celle installée dans l'espace urbain, continue d'alimenter la polémique au regard des menaces pour la liberté d'aller et venir et le droit à la vie privée. Sa réglementation erratique et controversée, son contrôle défaillant sont l'objet d'une actualité ravivée périodiquement par des mesures sécuritaires à visée antiterroriste qui lui réservent une place de choix. La récente parution d'un *Que sais-je ?* coécrit par Alain Bauer et François Freynet intitulé *Videosurveillance et vidéoprotection*¹ s'éloigne singulièrement de la tradition de l'encyclopédisme et des Lumières de la célèbre collection pour céder à un pur exercice de communication mêlant les intérêts gouvernementaux à ceux des auteurs. Sa lecture permet d'en juger.

Que vient faire le curieux terme « vidéoprotection » dans l'intitulé de l'ouvrage ? La question est rapidement évacuée en une définition liminaire lapidaire : la vidéoprotection est la vidéosurveillance « mise en œuvre par les autorités publiques ». Quant à son origine, elle ne retient guère leur attention, et pour cause. Estimant que la « vidéoprotection » est un « terme préférable à celui de vidéosurveillance, car le but des caméras est bien de protéger les citoyens », le ministre de l'Intérieur a d'abord imprimé ce néologisme dans les documents administratifs et panneaux

d'information destinés à l'information des usagers puis dans toute communication gouvernementale. Il s'agit d'imposer jusque dans l'ordre du langage la justification de la vidéosurveillance et de marteler l'idée d'une efficacité intrinsèque.

Le juste milieu dans lequel Bauer et Freynet prétendent s'inscrire, à égale distance des libertaires et partisans du tout sécuritaire, relève autant d'une neutralité de pure façade que de l'illusion d'optique d'un débat définitivement apaisé. Car les « controverses stériles » (sic) d'opposants volontiers qualifiés de « fondamentalistes » délirants, hantés par un « Big Brother » fantasmatique, ne sont évoquées que pour être aussitôt balayées. « La menace du Big Brother est en elle-même devenue au fil du temps moins crédible », estimait sur le même ton le rapport sur la « vidéoprotection » de l'Institut national des hautes études de sécurité (ministère de l'Intérieur) remis en juillet 2008 à Alain Bauer et Michèle Alliot-Marie².

À l'endroit de ceux dont la défiance à l'égard des cyclopes urbains ne serait pas entièrement dissipée, les auteurs feignent de s'étonner du brouhaha entourant la vidéosurveillance en regard des menaces représentées par les blogs et réseaux sociaux qui conduisent à dévoiler l'intimité de sa vie privée. Comparaison particulièrement spécieuse – si on demeure libre de s'inscrire sur un réseau social, on est filmé le plus souvent à son insu – qu'il n'est guère surprenant de retrouver dans le rapport Bauer sur les fichiers de police et de gendarmerie remis quelques semaines après la parution de l'ouvrage.

Le risque terroriste et « le niveau de demande des citoyens » considéré comme « l'expression d'attentes populaires » ont tôt

David Forest

fait de réduire à néant toute velléité de questionner la légitimité du recours à la vidéosurveillance. Son succès répond, selon les deux auteurs, tantôt à un « climat » tantôt à un « sentiment d'insécurité » dont le sociologue Laurent Bonelli a montré qu'il traduit en fait « un malaise » conduisant à « rassurer "les braves gens" et maintenir un certain contrôle sur la "minorité des pires" »³. En l'absence d'étude établissant un lien entre criminalité et vidéosurveillance, l'efficacité du procédé, quand elle n'est pas contestée, est critiquée et fortement nuancée jusqu'au sein de l'administration⁴. Fort de ce constat et à rebours des discours tenus jusqu'à présent par ses promoteurs, les auteurs considèrent que la « baisse de la criminalité » ne doit pas être « la mesure de [son] efficacité » même si une « évolution positive » (sic) peut être notée.

D'ailleurs, « Qui en conteste la nécessité ? » font-ils mine de s'interroger. Poser la question, c'est y répondre. Certainement pas les décideurs et responsables auquel ce volume s'adresse au premier chef. « Assurer des conditions de travail normales et sûres pour le personnel est la première responsabilité d'un décideur de collectivité locale. » Cette injonction s'explique d'autant plus que Bauer et Freynet sont tous deux prescripteurs de cette technique de surveillance dans le cadre de leurs activités de conseil. L'opuscule relève, en réalité, du vade-mecum à l'usage de potentiels clients priés de croire que la vidéosurveillance est un « avantage concurrentiel » (sic). Ainsi seront-ils instruits dans le détail des différentes étapes du dépôt de déclaration, des usages et techniques les plus pertinents. Parvenus au terme de ces descriptions, les auteurs ne font plus guère mystère des ambitions de l'ouvrage, qui n'est pas « Pour ou contre la vidéosurveillance » mais plutôt « Comment s'en servir le mieux possible ? » On ne saurait mieux dire.

Les enseignements délivrés se confondent avec la doctrine sécuritaire de l'État alimentée depuis une quinzaine d'années par des « consultants », « criminologues » autoproclamés et « experts en sécurité et violences urbaines » prompts à livrer un avis autorisé⁵.

Le placement en garde-à-vue sous la législation antiterroriste de neuf individus soupçonnés d'avoir saboté les caténaires de train, a rapidement fourni un parfait exemple de cette démarche. Procès d'intention, valse des communiqués officiels sur un « comité invisible » à « vocation terroriste » (sic) et élucubrations gouvernementales sur le « renouveau de l'ultragauche » agitent le spectre de nouvelles « années de plomb » car, prévient Alain Bauer aussitôt sollicité par *Libération* pour se prononcer, « une opération réussie peut entraîner une radicalisation encore plus forte »⁶. Rien n'est assez inquiétant pour alimenter la psychose. Inspirée par ce « criminologue d'État » plus d'un an auparavant et sporadiquement réanimée, notamment lors de la venue à Paris de Benoît XVI en septembre 2008, l'ombre

menaçante de la « nébuleuse anarcho-autonome » a fait long feu.

L'emprise progressive de ces nouveaux oracles sur les sphères étatiques, médiatiques et désormais universitaires, s'est singulièrement renforcée. Au premier rang, Alain Bauer, cultivant savamment un singulier mélange des genres, préside une série d'organismes tous rattachés au ministère de l'Intérieur. Directeur de l'Observatoire national de la délinquance (OND) chargé de conduire une enquête annuelle sur la « victimisation », il cumule ces fonctions avec celle de président du groupe de contrôle sur les fichiers de police et de président de la « Commission nationale de la vidéosurveillance ». La création de cette « instance indépendante » (sic) consultative godillot, placée auprès du ministère de l'Intérieur par un décret du 15 mai 2007, accompagne « le plan national d'action et de développement de la vidéoprotection » dont l'objectif est de tripler le nombre de caméras



et de faciliter l'accès de la police aux images.

Écartée il y a près de quinze ans au profit des préfets assistés d'une commission consultative, la CNIL réclame une compétence entière sur la vidéosurveillance dans les lieux publics en se prévalant de ses « garanties d'indépendance » et de son nouveau pouvoir de sanction financière. Sa note adressée au ministre de l'Intérieur⁷ et un récent rapport du Sénat⁸ invitent le gouvernement à une réforme en ce sens.

La parution du « Que sais-je ? » intervient fort opportunément tandis que cette revendication se fait plus pressante. Alain Bauer, en qualité de président de la Commission nationale de la vidéosurveillance, ne goûte guère la prétention de la CNIL, qualifiée de « Big Mother », d'inclure dans son champ de com-

pétence tout « enregistrement numérique », soit la majeure partie des systèmes de vidéosurveillance.

Cet ouvrage, décidément bien éloigné des rivages universitaires, est un plaidoyer *pro domo* pour la transformation de sa commission en autorité administrative indépendante sectorielle concurrente de la CNIL. Il reflète avec un éclat inquiétant luttes de pouvoir et stratégies d'influence dans l'orbite gouvernementale.

Quant à son auteur, Alain Bauer, récemment nommé au Conservatoire national des arts et métiers (CNAM) à la tête d'une chaire de « criminologie » créée sur mesure par Nicolas Sarkozy en récompense de ses bons conseils, il construit une pierre après l'autre le projet terrifiant de transformer sa potion sécuritaire et ses visions apocalyptiques des « nouvelles menaces » en véritable science d'État. Il faut ainsi se persuader que la collection « Que sais-je ? » n'est qu'un des leviers de cette entreprise avide d'accaparer tous les signes de reconnaissance et de légitimité universitaire.

Dans un autre volume de cette vénérable collection (ADN et enquêtes criminelles), François-Bernard Huygues, son auteur, ose affirmer qu'éviter les erreurs judiciaires serait l'intérêt principal et indubitable de la pratique des prélèvements ADN sur les suspects. Il est parrainé et cautionné par Alain Bauer dont l'étendue du magistère est décidément insoupçonnable. **D. F**

1. Alain Bauer, François Freynet, *Videosurveillance et vidéoprotection*, PUF, coll. Que sais-je?, 2008. Parmi d'autres ouvrages, Alain Bauer a rédigé avec Xavier Raufer *Violence et insécurité urbaine*, PUF, coll. Que sais-je?, 10^e éd., 2008.

2. La vidéoprotection. Conditions d'efficacité et critères d'évaluation, rapport de l'Inhes commandé par Alain Bauer, président de la Commission nationale de la vidéosurveillance, et Michèle Alliot-Marie, ministre de l'Intérieur, 15 juillet 2008.

3. Laurent Bonelli, *La France a peur. Une histoire sociale de « l'insécurité »*, Paris, La Découverte, 2008, p. 49, 126-127.

4. Philippe Melchior (dir.), *La vidéosurveillance et la lutte contre le terrorisme*, Inspection générale de l'administration, 2005.

5. Voir notamment Laurent Mucchielli, *Violences et insécurité*, Paris, La Découverte, 3^e éd., coll. Sur le vif, 2002; Laurent Bonelli, op. cit.

6. Fabrice Tassel, *Les autonomes ciblés*, *Libération* du 12 novembre 2008.

7. *Videosurveillance et garantie des droits individuels*, note de la CNIL sur « les difficultés d'application des règles relatives à la vidéosurveillance » à l'attention de Michèle Alliot-Marie, 8 avril 2008.

8. Jean-Patrick Courtois, Charles Gautier, *Rapport d'information du groupe de travail sur la vidéosurveillance à la commission des lois du Sénat*, n° 131, 10 décembre 2008.

Philosophie de la **réforme**

Romain Constant



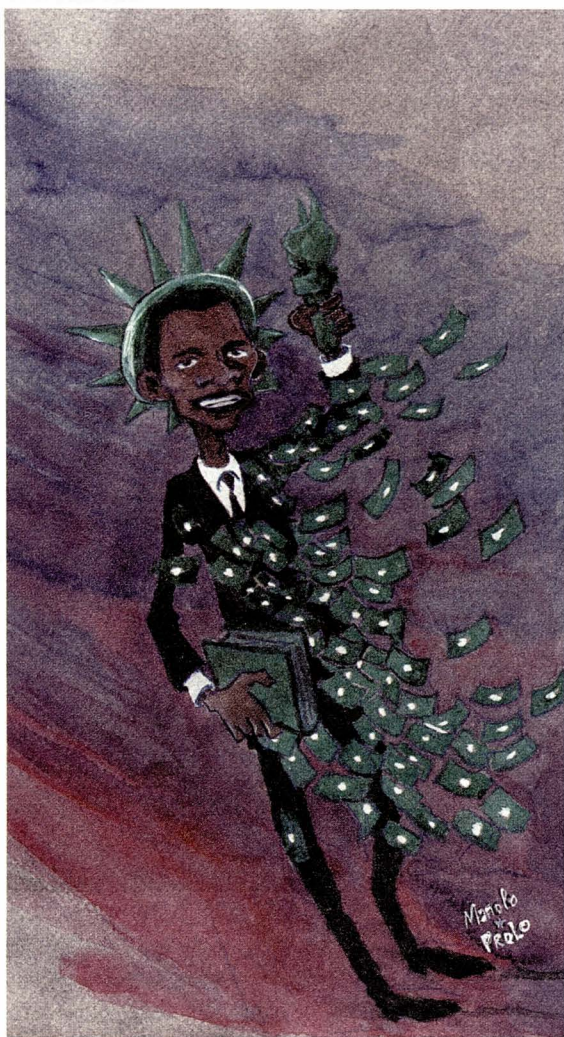
Chambéry, les avocats prennent exemple sur les cheminots... Le temps d'un fumigène. Photothèque du mouvement social.

LA RÉFORME APPARAÎT comme un leitmotiv de la politique actuelle. Le souci de réformer à tout prix cache cependant une vision critiquable de la société comme espace en mouvement perpétuel justifiant l'intervention de politiciens éclairés. Or, en plus d'être souvent passablement fallacieuse, cette vision autorise une intervention publique dont on peut dire qu'elle est aujourd'hui, en France, globalement guidée par une philosophie autoritaire qu'il faut vigoureusement dénoncer.

La réforme semble être devenue l'objectif premier, nécessaire et irremplaçable de notre société. C'est elle qui apparaît donner son élan au régime. Un peu comme une bicyclette tombe lorsqu'elle cesse d'avancer, les sociétés contemporaines s'écrouleraient si elles ne se réformaient pas, constamment et en profondeur. Mais la réforme et son mouvement permanent peuvent, sous bien des aspects, ne sembler que des justifications circonstanciées de l'action des pouvoirs publics. Sans la nécessité de lancer de nouvelles politiques, de modifier tel aspect institutionnel, de réorganiser tel service, quelle utilité trouver à ceux qui nous gouvernent ? Si tout allait pour le mieux,

pourrait se demander le bon peuple, à quoi serviraient donc les dirigeants ? Il ne s'agit pas, bien sûr, de suggérer ici que l'organisation sociale est parfaite et que nos hommes politiques prônent le changement dans le seul but de justifier leur rôle et leur influence, mais il est nécessaire de montrer l'inanité de ce perpétuel changement qui, plutôt qu'à résoudre des problèmes, conduit à empiler les mesures nouvelles pour donner l'illusion de l'action et créer les conditions de la nécessité de futures réformes. Au-delà du principe de la réforme en lui-même, c'est l'inspiration des différentes mesures tout autant que leur contenu qui est critiquable.

À des degrés divers, et sous des atours différents, les réformes récentes de l'ère laissent en effet apparaître une même philosophie, qui se révèle aux antipodes de l'esprit libéral et démocratique officiellement mis en avant. Nicolas Sarkozy s'est souvent vu reprocher son ultralibéralisme, d'un point de vue économique au moins. Il s'agit pourtant d'un jugement partiel qui cerne mal les contours de ses convictions personnelles. Ses propos et son action depuis plusieurs années permettent



désormais d'entrevoir quelles valeurs guident sa politique. Le récent épisode des milliards d'euros accordés aux banques et des discours enflammés contre un capitalisme financier basé sur la spéculation ou encore la décision de réintervenir dans l'économie pour contrer la crise sont des signes d'un libéralisme loin d'être orthodoxe. Certes, Sarkozy voue un culte aux entrepreneurs, il est sans doute prêt à les combler de cadeaux, mais sa préférence va aux capitaines d'industrie type XIX^e siècle qui ont bâti une fortune sur l'exploitation de ceux qui se lèvent tôt et non sur le boursicotage. Son capitalisme est moins purement libéral, au sens où il faudrait tout laisser faire et tout laisser passer, que traditionnel, centré sur le chef d'entreprise, modèle du despote éclairé qui mène son vaisseau vers la réussite dans la guerre économique. C'est l'initiative individuelle, l'effort et le travail qui servent de référent à notre grand timonier, pas l'argent facile qui se démultiplie à l'envi à travers les mécanismes complexes de la finance internationale. Et cette image du chef d'entreprise qui mène ses troupes à la réussite inspire nombre de réformes actuelles : loi sur l'autonomie des universités qui ne donne de liberté d'action qu'aux présidents mais surtout pas aux enseignants chercheurs, au personnel ou aux étu-

diants ; poursuite du mouvement visant à faire des directeurs d'hôpital de véritables managers publics chargés de résoudre l'équation des moyens insuffisants en période d'augmentation du coût des prestations de santé ; probable réforme prochaine des écoles primaires accordant aux directeurs un statut de président de conseil d'administration doté d'un pouvoir hiérarchique sur les enseignants et supposé gérer au mieux son établissement en fonction des ressources qui lui sont allouées... Derrière ces réformes, il y a la croyance en la nécessité de la hiérarchie et la volonté de doter le chef d'un pouvoir d'initiative et d'une autorité incontestables. On voit en quoi ce schéma ne fait que reproduire à différentes échelles et dans différents secteurs le modèle présidentiel actuel : on parle à raison d'« omniprésident » et de président omnipotent ; c'est cette espèce de gouvernance très centralisée et très autoritaire que Sarkozy aimerait voir reproduite autant que possible et tant que les potentats ainsi créés ne peuvent le concurrencer. La philosophie implicite est donc que les despotismes exercés par des hommes providentiels sont le remède à tous les maux, quel que soit le secteur et le propos. Et lorsque il apparaît plus difficile ou moins pertinent de régler le problème en confiant toute responsabilité à un chef quelconque, c'est toujours l'esprit d'autorité qui guide les réformes, quel que soit l'objectif officiellement mis en avant. En effet, lorsqu'il ne s'agit pas de désigner un chef, il s'agit souvent d'empêcher que celui-ci puisse être contredit ou autrement inquiété. On connaît la propension sarkoziste à réprimander et museler les ministres qui ne filent pas droit. On la retrouve dans son souci d'imposer au Parlement les mesures qui lui tiennent à cœur, ou qui vont dans le sens des intérêts de ses proches. La façon présidentielle d'annoncer durant les vœux de nouvelle année des lois que le législateur n'a plus qu'à entériner de gré ou de force est à cet égard particulièrement édifiante. La suppression de la pub plairait à notre ami Martin Bouygues ? Eh bien c'est comme si c'était fait. Mais n'oublions pas de profiter de la réforme pour un peu plus asseoir l'autorité du Président en tant que sauveur suprême : n'aurait-il pas été possible de supprimer la publicité sur le service public de télévision sans imposer la nomination du président de France Télévisions par le pouvoir ?

Dans des domaines variés, on voit ainsi le Président et son gouvernement chercher à

étendre un peu plus leur influence et à limiter voire bâillonner, quand cela est possible, tout contre-pouvoir. Une des premières mesures a été de limiter le droit de grève en imposant le service minimum. Ainsi, on s'assure que les arrêts de travail deviendront sans effet dès lors qu'ils ne pénaliseront plus personne d'autre que les grévistes. Dans la recherche, on déstructure le CNRS et lui retire de plus en plus de crédits pour les affecter à une agence nationale pour la recherche pilotée par l'État qui n'accorde de financements que sur des projets spécifiques et dûment approuvés par nos élites politiques ; on passe alors d'un système où l'on finançait des chercheurs en valorisant l'innovation à un système où on supprime toute autonomie aux équipes qui ne peuvent plus que répondre aux commandes publiques. Et lorsque, tout récemment, on se propose de remédier aux éventuelles dérives liées au statut et compétences des juges d'instruction, on renforce d'autant les magistrats du Parquet dépendant du ministère de la Justice. Si un juge de l'instruction devait s'assurer désormais du bon déroulement des enquêtes pénales, peut-on être sûr que le changement n'aboutira pas à rendre impossible, dans les faits, le surgissement des affaires politico-financières qui ont rendu célèbres par le passé la juge Eva Joly ou Renaud Van Ruymbeek ? Encore une fois, la réforme, présentée comme nécessaire, permet au Président ou à l'État de réaffirmer son autorité, de limiter la contestation et l'autonomie de la société civile.

D'un point de vue libertaire, il est peu dire que les réformes vont dans la mauvaise direction. Alors que partout il faudrait favoriser la gestion directe, permettre à chacun de prendre en main sa vie et son activité professionnelle, offrir à tous la possibilité de déconstruire et contester l'autorité, chaque nouvelle mesure va dans le sens d'un peu moins de liberté et d'autonomie, renforçant les hiérarchies et muselant les oppositions. Il est facile d'augmenter, par voie constitutionnelle, les pouvoirs du Parlement, lorsqu'on sait que, sous la V^e République, celui-ci est toujours acquis au gouvernement. Donner plus de liberté d'expression à ceux qui nous sont soumis n'est qu'une illusion de démocratie. L'élection présidentielle de 2007 en France, comme celle de 2008 aux États-Unis, a clairement révélé une forme d'attente populaire d'un sauveur, un homme providentiel en mesure d'imposer ses solutions politiques. Ceci suggère le long chemin que doit encore parcourir la propagande anarchiste pour faire passer l'idée qu'abdiquer sa responsabilité ne sera jamais une solution miracle, ni même une solution tout court. L'affirmation de l'autorité d'un seul au nom du bien de tous a très souvent au cours de l'histoire été à l'origine des pires régimes dictatoriaux. Il faut donc sans cesse dénoncer la philosophie des réformes et réaffirmer notre droit, qui est aussi un devoir, de gérer nous-mêmes nos affaires, dans notre intérêt. **R. C.**

Hasbara

et quelques contre-poisons

L'ARMÉE ISRAËLIENNE TELEPHONE AVANT DE BOMBARDER
LES RESIDENTS DE LA BANDE DE GAZA



DANS UN RÉCENT et fort intéressant ouvrage, le philosophe britannique Stephen Law réunit une quinzaine de collaborateurs qui discutent de l'éventuelle légitimité du recours au terrorisme par les Palestiniens au Moyen-Orient¹.

Le texte pivot de cet ouvrage est celui de Ted Honderich, qui l'ouvre. Honderich est bien connu pour défendre la thèse controversée qu'il avance cette fois encore, à savoir que les Palestiniens ont un droit légitime de recourir à des actes terroristes. Les justifications qu'il avance en faveur de cette conclusion – et d'autres sujets encore – sont ensuite examinées par les autres auteurs et Honderich leur répond dans le post-scriptum qui clôt l'ouvrage.

C'est une lecture d'un très grand intérêt, et quelle que soit la position qu'on peut avoir sur la question débattue, il est hautement instructif de la confronter aux arguments et contre-arguments des uns et des autres.

Noam Chomsky a participé à ce livre et sa contribution s'intitule: « Terrorisme et justice: quelques truismes utiles ». Elle a le mérite de rappeler à quel point, loin de ces par ailleurs indispensables débats philosophiques, les habituelles discussions de tout ce qui concerne Israël et la Palestine, au sein des médias et dans l'opinion, aux États-Unis, se

conduisent trop souvent dans un oubli des plus élémentaires truismes moraux joint à une méconnaissance des faits qui est parfois stupéfiante.

Operation Cast lead

Les événements en cours à Gaza (d'où, au moment où j'écris ceci, Israël annonce un retrait progressif de son armée) l'ont, une fois de plus, amplement montré.

Tout commence le 27 décembre 2008, alors qu'Israël lance l'opération Cast Lead, un assaut d'une extraordinaire violence et hors de toute proportion contre Gaza et les tirs de roquettes criminels et politiquement contre-productifs du Hamas. La date et l'heure précises du déclenchement de cette opération longuement planifiée ont été soigneusement pensées: on a voulu la commencer avant que le nouveau président américain n'entre en fonction, de manière à bénéficier de l'indéfectible support qu'on était certain d'avoir de l'administration Bush; on a choisi de la débiter à 11 h 30, heure à laquelle les enfants sortent de l'école pour aller manger et où commence pour les civils l'importante activité du midi.

Ce qu'on a pu observer à partir de ce moment-là, dans la plupart des grands médias

Normand Baillargeon

nord-américains comme ailleurs, c'est au déploiement d'une minutieuse opération de relations publiques menée dans le cadre de ce que le gouvernement d'Israël appelle «hasbara».

Il va de soi que le premier souci de la propagande est de ne pas être perçue comme telle et donc, a fortiori, de ne pas être nommée comme telle.

Le gouvernement d'Israël l'a parfaitement compris et c'est pourquoi son énorme machine qui, depuis des années, mène en parallèle et sur les esprits la guerre que son armée mène sur le terrain, est une machine à expliquer – ce qui est la traduction du mot hébreu *hasbara*. La prémisse de cette pratique est que ce que fait l'État d'Israël étant toujours et par définition raisonnable et vertueux, il suffira de l'expliquer aux personnes confuses qui n'en sont pas d'accord pour qu'elles le comprennent enfin. Sinon, cela va sans dire, ce sont des antisémites.

Cette entreprise d'explication est particulièrement rodée et déployée de manière systématique depuis l'invasion du Liban en 1982, appelée par Israël « Opération Paix en Galilée » (sic), qui avait été très sévèrement jugée par la communauté internationale.

Les autorités politique et militaire d'Israël ont alors pleinement compris l'importance d'« expliquer » et ont élaboré diverses stratégies pour ce faire. Le succès de cette entreprise a été considérable, tout particulièrement aux États-Unis, et on peut aujourd'hui sans risque affirmer que les grands médias américains sont, eux aussi, dans une très substantielle mesure, des territoires occupés : au point où il arrive même que des informations et points de vue pourtant exposés dans la presse israélienne ne sauraient l'être aux États-Unis.

Comment procède « l'explication »

Une première ligne d'intervention a consisté à former diplomates et autres porte-parole et à les préparer à affronter les médias.

Une deuxième, à créer et maintenir des contacts avec les journalistes, à leur fournir quantité de documents, communiqués de presse, images, textes et informations, sans oublier des repas, voyages, séminaires et autres cadeaux.

Une autre stratégie déployée a consisté à carrément embaucher des firmes de relations publiques américaines.

On a également mis sur pied de nombreuses organisations privées, juives ou chrétiennes, qui sont en mesure de diffuser la ligne officielle. Parmi les plus connues et les plus influentes de ces organisations on pourra nommer l'Aipac, l'American Israel Public Affairs Committee, dont on peut suivre les activités ici : aipac.org et,

The Israel Project : theisraelproject.org. Ce dernier organisme assurait le 2 janvier que « les organismes d'aide internationale assurent que les entrepôts [de nourriture] à Gaza sont remplis à pleine capacité » et permettront de tenir deux semaines sans ravitaillement, reprenant ainsi un communiqué du ministère des Affaires étrangères d'Israël².

Ces diverses mesures ayant été solidement implantées, le point de vue officiel et la perspective à partir de laquelle on souhaite que les événements soient décrits tendent, de manière très prépondérante, à être celui qui est présenté dans les grands médias américains.

Lorsque des points de vue qui déplaisent ou qui sont trop hostiles à la position officielle y apparaissent néanmoins, divers autres groupes entrent en jeu pour accomplir leur rôle de chiens de garde.

Parmi les plus efficaces, on retrouve : l'Anti-Defamation League (adl.org), Palestinian Media Watch (pmw.org.il) et Camera, soit le Committee for Accuracy in Middle East Reporting in America (camera.org).

Les personnes ou institutions trouvées coupables sont sommées de s'amender ; on pourra utiliser pour cela diverses tactiques de harcèlement, notamment des demandes de renvoi, des campagnes de lettres aux éditeurs, et ainsi de suite, toutes choses auxquelles les médias et journalistes américains se sont montrés extrêmement sensibles.

On ne peut s'empêcher de rapprocher de tout cela ce qui est arrivé récemment à Richard Falk, qui est pourtant le rapporteur spécial des Nations Unies sur les droits de l'homme : alors qu'il se trouvait en Israël, Falk a été détenu, fouillé, puis déporté.

Choisir ses mots

Comme on pouvait s'y attendre, le choix des mots utilisés pour décrire les événements est de toute première importance pour une *hasbara* réussie : « [...] appeler des manifestants des "jeunes" crée une tout autre impression que les appeler des "enfants". Il est important que les activistes œuvrant pour Israël soient sensibles aux subtiles différences de signification que peuvent donner des mots bien choisis. Nommez des "manifestations" des "émeutes", appelez les "organisations politiques palestiniennes" des "organisations terroristes" et ainsi de suite. Il est bien difficile de gagner contre des insultes »³. L'accusation d'antisémitisme permet, elle aussi, de marquer des points.

Et c'est ainsi que ce qui se déroule en ce moment à Gaza est appelé « crise » par Camera. Ou que dans les médias américains, les porte-parole d'Israël ont volontiers droit à leurs titres, tandis que ceux des Palestiniens sont souvent



appelés des « Barbus » ou des « terroristes », des « hommes forts » (*strongmen*), ou, au mieux, des chefs, comme dans « chef de bande ».

Un autre exemple montrera l'importance du choix des mots. Un récent article d'un média canadien portait en effet en titre : « World leaders call for a ceasefire as more civilians die »⁴. Ces civils meurent. Seuls et sans l'aide de personne.

Pour la même raison, la *hasbara* a réussi à faire appeler « guerre » ce qui ne mérite pas ce nom et, avec les années, à faire en sorte que des



attaques contre les palestiniens soient appelées des « incursions ».

Occulter l'histoire, masquer le présent

Mais c'est surtout en réussissant à largement occulter tout le contexte des événements en cours et toute l'histoire qui y conduit – l'occupation illégale de territoires, l'embargo qui y rend la vie impossible et la colonisation qui se poursuit – que la *hasbara* est efficace. En 2001, Fair établissait que 4 % seulement des reportages à la télévision

américaine portant sur la région parlaient de l'occupation !

Il faut ainsi chercher attentivement pour retrouver dans le tableau qui est proposé aux Nord-Américains les efforts incessants de l'État d'Israël pour annexer et coloniser des territoires ou son refus de se conformer au droit international ainsi qu'aux résolutions du Conseil de sécurité de l'ONU (notamment à la résolution 242). De sorte qu'Israël, qui est l'occupant, qui maintient, contre la ferme résolution des Nations Unies, des milliers d'hommes en armes sur un territoire étranger, est typiquement donné comme réagissant à des attaques et se trouvant en état de légitime défense contre des fauteurs de troubles haineux.

Quant aux destructions de domiciles, aux mauvais traitements, à la torture, aux *check points* qui rendent interminables les déplacements, aux humiliations, aux ambulances bloquées, aux dénis d'assistance humanitaire, d'éducation ou d'eau, la *hasbara* assure qu'ils n'existent pas ou si peu.

Pour finir, les États-Unis sont typiquement présentés comme un arbitre neutre, cherchant à rapprocher les deux parties — et pas comme le pays qui, à coups de milliards, a fait d'Israël une des premières puissances militaires au monde, une base pour le contrôle du pétrole de la région et qui a mis des dizaines de fois son veto sur des résolutions des Nations Unies qui pouvaient mettre fin à des décennies de carnage.

Rappelons donc qu'en ce moment les avions qui bombardent Gaza sont des F-16 américains, tout comme les hélicoptères d'attaque sont des Apache, eux aussi américains, tout cela faisant partie des largesses des contribuables américains qui donnent bien malgré eux quelque trois milliards de dollars par an en aide militaire à Israël.

J'ignore si sont aussi américaines ces bombes à phosphore que des organisations humanitaires accusent Israël d'utiliser ces jours-ci, illégalement parce que contre des civils, dans le but, assurent ces organisations, de causer le plus de mutilations possible parmi la population de Gaza, espérant ainsi la retourner contre le Hamas⁵.

Tous ces efforts d'explication se déroulent donc de nouveau en ce moment, pendant cet horrible carnage à Gaza, et la *hasbara* a rendu extrêmement difficile, en Amérique du Nord, l'accès à certains faits sur lesquels pourraient s'appliquer ces élémentaires « truismes moraux » dont parle Chomsky. Il est en ce sens remarquable que des gens résistent malgré tout à ce barrage propagandiste et descendent dans la rue pour crier leur opposition. Dans bien des cas c'est pour s'être informé ailleurs, et mieux.

Voici à ce propos quelques suggestions de

ressources qui aident selon moi à avoir une perspective plus juste sur les événements en cours et plus largement sur la situation au Moyen-Orient.

Quelques ressources

Le film *Peace, Propaganda and the Promised Land* démontre bien les mécanismes de propagande mis en place dans le cadre de la *hasbara*. On peut le visionner sur YouTube.

Stephen Shalom a rédigé un excellent FAQ sur Gaza. On peut le lire à zcommunications.org/znet/viewArticle/20269. Shalom renvoie à plusieurs sites et documents.

À mon avis, l'ouvrage le plus clair sur le sujet est celui de Chomsky, traduit en Français dans sa version récemment mise à jour : *Israël, Palestine, États-Unis : le triangle fatidique*, Écosociété, Montréal, 2006.

ZNet reste une ressource très riche et fiable. On y accède via : www.zcommunications.org. Vous trouverez là énormément de choses, dont un forum pour échanger avec plein de gens dont Shalom et Chomsky.

The Guardian, de Londres, fait un travail bien meilleur que la plupart des grands journaux que je connais. Sa section *Comment is free* est particulièrement intéressante.

Je suis moins familier avec les médias français, mais Acrimed fait sur eux un excellent travail critique qui donne à penser qu'ils ne sont souvent pas meilleurs que ceux d'Amérique du Nord. Vous pouvez lire : acrimed.org/article3042.html et acrimed.org/article3044.html.

N. B.

1. LAW, Stephen, (Ed.), *Israel, Palestine and Terror*, Continuum, London, 2008.

2. The Israel Project, "Fiction vs. Fact: Israel and the Situation in Gaza: 6 Common Fabrications." Cité par S. Shalom, qui rappelle que le Comité Avertisseur du Israel Project comprend 22 membres du Congrès des États-Unis appartenant aux deux partis. zcommunications.org/znet/viewArticle/20269

3. Recherche sur nexislexis au mot-clé « Hasbara » dans les Major U.S. and World Publications, cité sur wikipedia à : en.wikipedia.org/wiki/Hasbara

4. cbc.ca/world/story/2009/01/05/gaza-attacks.html

5. Ces bombes et d'autres armes semblables sont évoquées par Jonathan Cook : *Is Gaza a testing ground for experimental weapons?*, Global Research, 13 janvier 2009. globalresearch.ca/index.php?context=va&aid=11770

Obamania

les porteurs de lunettes roses seront chocolat

QUEL POINT COMMUN existe entre l'élection à la présidentielle du madré et retors politicard qu'était déjà en 1981 F. Mitterrand et l'installation à la Maison Blanche du marchand de rêves à dormir debout qu'est B. Obama? Dans les deux cas, des foules en liesse et même parfois en transes, pour le Yeswecaniste auront célébré l'avènement au pouvoir de leur héros comme s'ils étaient des messies. Comme quoi des milliers d'individus pourtant censément dotés de toutes leurs facultés sont capables d'enjoindre à leur cerveau de se mettre en position « off » à moins qu'il ne s'agisse de le plonger dans une hébétude qui confine à la soumission à des rites magiques.

Entendons-nous bien, il est réjouissant qu'un tabou racial ait été brisé avec l'élection d'un Noir à la tête des États-Unis, mais à l'instar de Noam Chomsky remarquons que la Bolivie avait anticipé en portant au pouvoir un Indien avec Evo Morales et le Brésil fit de même avec l'ex-ouvrier métallurgiste Luiz Inacio Lula da Silva, actes qui en termes de représentations symboliques égalent largement le premier en ce sens qu'ils subsument la seule problématique raciale. Pour la France, l'affranchissement des blocages raciaux et sociaux qui la caractérisent aura lieu quand les poules auront des dents. B. Obama et son équipe savent en mettre plein les mirettes à des millions de personnes de par le monde, d'ailleurs leur capacité à créer et à instrumentaliser des images « positives » en fait baver d'envie plus d'un ou d'une dans le monde puant et étrié des assoiffés de pouvoir.

Ainsi les médias trompettent-ils avec allégresse les premières mesures décidées par l'occupant du bureau ovale, comme la fermeture du bagne de Guantanamo... d'ici à un an et l'interdiction de la torture. Fort bien, mais Bush et ses acolytes ne seront jamais jugés pour toutes les horreurs qui leur sont imputables au titre de la croisade hallucinée qu'ils entreprirent au nom de la lutte contre le « terrorisme ». Rajoutons que si Obama a décrété officiellement l'abolition de la torture à la mode CIA, ce sera pour laisser l'armée se livrer à des interrogatoires poussés tels qu'ils sont codifiés dans ses manuels, mais l'histoire ne



dit pas si les spécialistes de la Question seront choisis parmi ceux qui ont exercé leurs sinistres talents à Abou Graïb ou en Afghanistan.

Notons également que B. Obama a soutenu le projet de loi Fisa de G.W. Bush, projet qui fut voté par le Congrès. Or, au nom de la « sécurité » ce texte autorise le gouvernement fédéral à écouter les conversations téléphoniques et la surveillance des communications sur la Toile sans le mandat d'un juge. Enfin, l'auteur de *Yes we can* indique que son cri de ralliement ne s'applique pas à l'abolition de la peine de mort.

Quelques esprits chagrins ne manqueront pas de nous dire: ne faites pas un procès d'intention à l'ancien sénateur de l'Illinois, attendez qu'il prenne complètement ses marques et puis n'oubliez pas le triste héritage que lui a légué l'abominable Bush. Pas facile de dessiller les yeux des porteurs de lunettes roses n'est-ce pas? En effet, alors invitons-les à méditer ce que dit la sagesse populaire: dis-moi qui sont tes amis et je te dirai qui tu es. Or l'équipe choisie par Obama pour l'entourer et mettre en œuvre sa politique n'est pas piquée des hannetons. Obama le « centriste » insiste sur la nécessité de mettre fin aux « querelles défraîchies » et demande de rejeter « les dogmes fanés » des partis. Dit autrement, il veut transcender les clivages politiques et réaliser une sorte d'Union sacrée à la sauce américaine qui couvrirait un spectre allant des millions d'hommes et de femmes qui survivent en dessous du seuil de pauvreté jusqu'aux milliardaires fauteurs du chaos... permanent.

Les intérêts du pays étant communs à tous ses habitants (non, ne rigolez pas), les besoins de chacun seraient pareillement pris en compte, façon habile de perpétuer l'ordre « naturel » des choses avec des épis de maïs (transgéniques) à brouter pour les uns et du caviar à la louche pour ceux (devinez lesquels) qui digèrent mal les céréales. La *dream team* sélectionnée par Obama comporte en son sein des humanistes avérés comme Robert Gates déjà secrétaire à la Défense sous l'administration Bush, Hillary Clinton la colombe qui a soutenu avec pugnacité l'intervention en Irak, Lawrence Summers ex économiste en chef de la Banque mondiale (institution bien connue pour sa générosité à l'égard des pays pauvres), Timothy Geitner dernier président de la Banque centrale de New York et fanatique du marché également, Robert Rubin secrétaire au Trésor entre 1995 et 1999 – maître d'œuvre des traitements de choc infligés par le FMI à de nombreux pays il y a quelques années, Tom Vilsack l'adorateur des biotechnologies et marionnette de Monsanto...

Mais qui sait, peut-être Obama a-t-il découvert le secret pour transmettre le plomb et autres vils sinon toxiques métaux en or?

Le bel alchimiste a commencé ses manipulations, fausse surprise: ses recettes ne diffèrent qu'en apparence de celles qu'appliquait la Busherie connexion!

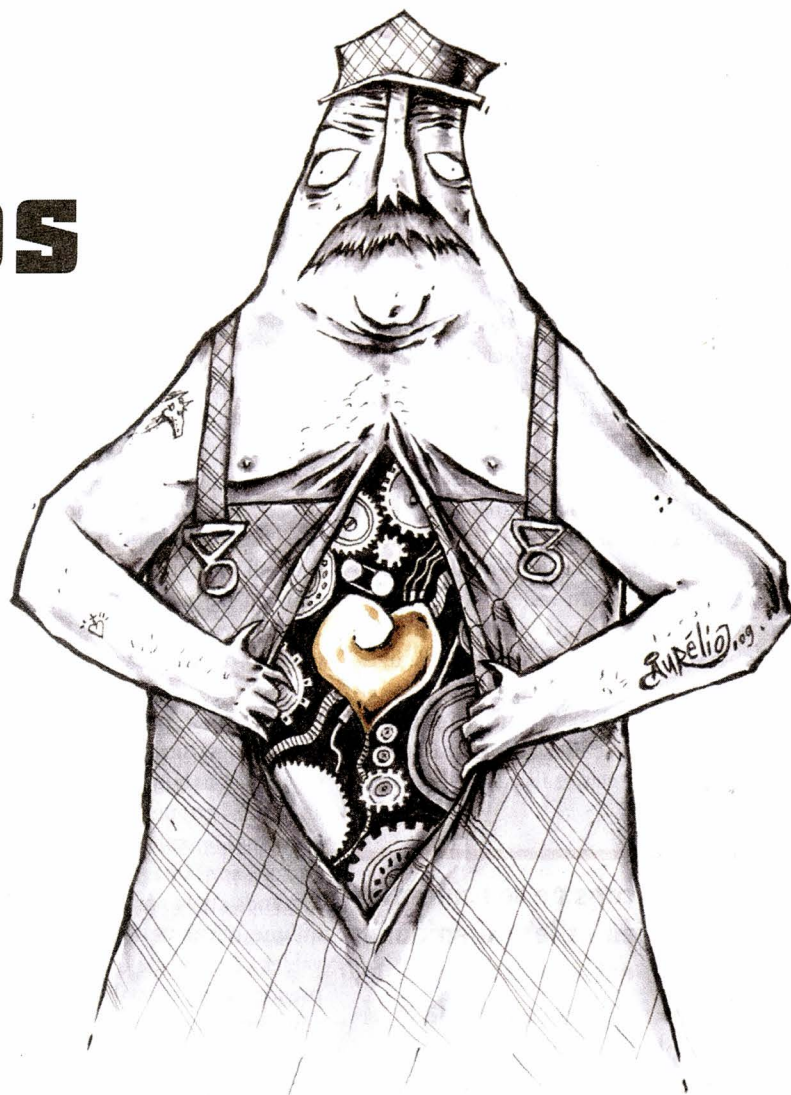
En cumul Bush, Paulson et Obama ont injecté 1 700 milliards de dollars dans l'économie... oups pardon, puisque la plus grosse partie de cette montagne de fric a fini dans les poches des lascars qui ont foutu les États-Unis à genoux tout en faisant tituber parallèlement les pays connectés à cette pure merveille qu'est « l'économie monde ».

Le prêcheur de la Maison Blanche aura beau nous gaver de sermons, sa politique sera celle d'un pur pompier pyromane. Reste que si tous les exploités du monde agissent de conserve, ils auront la force d'orienter l'incendie qui se propage de façon telle que seuls seront cramés les salopards qui nous brûlent à petit feu depuis longtemps.

Sami Chemin

Les prolos

Jacques Langlois



« Si les prolos actuels sont dans la merde, c'est parce qu'ils le méritent bien, c'est le leitmotiv de l'approche libérale. »

O ON PEUT SE DEMANDER POURQUOI les peuples ne se révoltent pas contre les conditions socio-économiques qui leur sont faites depuis longtemps. C'est parce qu'il n'y a plus de peuple, plus de classe ouvrière, plus d'organisations collectives, plus d'idées-forces rassembleuses, plus d'idéologie militante partagée, plus de syndicats offensifs. Comme dirait Sartre il n'y a plus que la série des prolos isolés, atomisés, individualisés, désengagés des luttes sociales. Or l'existence, qui précède l'essence, est engagement libre et orienté par une fin, par des buts. Cela n'existe plus. Le prolo joue perso, avec des moyens limités qui le conduisent à se faire couillonner en permanence car en face de lui il y a des forces organisées, structurées et bien plus puissantes que lui. Ces forces sont la conjonction des multinationales et de leurs lobbies, des financiers (banques et assurances, fonds de pension, fonds spéculatifs, fonds privés [private equities, spécialistes du LBO]) et des politicards tous acquis, fussent-ils socialistes, aux vertus du libre échange et de la concurrence « libre et non faussée ». Et avec eux se sont installées des armes d'aliénation massive :

la publicité et le crédit; la première vend « des temps de cerveau disponible » suivant la révélation faite par Le Lay, ex-PDG de TF1; le seconde emprisonne les gens, qui ne peuvent plus faire grève de peur de ne pas faire face à leurs échéances, et les pousse à « accéder à la propriété », ce qui s'accompagne d'une mentalité de rentier et de propriétaire. Les deux favorisent une approche individualiste des rapports sociaux et une surconsommation de choses inutiles « pour se distinguer ». Ce sont les ressorts magiques par lesquels le capital a trouvé les moyens de combattre « la baisse tendancielle du taux de profit » (d'où les apports sur le capitalisme financier par Hilferding et Rosa Luxembourg). On a le regret de constater que ne figure dans aucun programme socialiste (ou communiste ou trotskiste) la suppression du crédit à tout va (ce qui admet un crédit sain fondé sur l'acquisition de biens durables qu'on ne peut pas payer en une seule fois) et de la publicité.

On n'a plus que le prolo (ouvrier ou employé), bas de plafond, un peu Homme de Cro-Magnon, ignare, égoïste, calé le soir



devant sa télé Bouygues avec des Kronenbourg, prompt à battre sa femme qui a loupé la bouffe, ou qui lui a déplu, ou ses enfants qui le dérangent pendant qu'il cuve. On n'a plus que la ménagère prolo de moins de 50 ans à l'affût des bonnes affaires dans les supermarchés ou les soldes. On n'a que le salarié qui cire les pompes de son patron de peur de perdre son emploi et qui est prompt à dénoncer ses petits camarades déviants. Quand on pense aux salariés du XIX^e siècle qui avec des journées de dix heures minimum arrivaient encore à lire, à se former, à militer, à s'engager, on reste songeur. Quand on pense à ces ouvriers qualifiés qui, alors, ne travaillaient que le temps d'assurer leur « matérielle » ! Et on pourrait en déduire que si les prolos actuels sont dans la merde, c'est parce qu'ils le méritent bien, ce qui est du reste le leitmotiv de l'approche libérale. Si vous êtes dans la mouise c'est que vous êtes des fainéants, des incapables, des nullités, des non-qualifiés, des risquophobes, des fonctionnaires. Reconnaissons-le, c'est parfois, rarement, vrai. Mais c'est un état et il faut se demander pourquoi.

Il y a trois façons de se ruiner: les femmes, le jeu et les ingénieurs ; la première est la plus agréable, la seconde la plus rapide, la troisième la plus sûre.

S'il était vrai que les prolos sont des rustres, des analphabètes, des nuls, il n'y aurait pas qu'eux. Par exemple, l'omniprésident est d'une ignorance encyclopédique hormis les combines, les ruses, les manipulations pour mener de la politique spectacle et pour éliminer ses concurrents. Ce n'est qu'un juriste d'affaires, métier dans lequel on traite les problèmes un par un et en faisant des effets de manche, sans se préoccuper d'une vue d'ensemble. Il ne suffit pas d'être un juriste d'assez bas étage quand on est président ; il faut aussi être sociologue, économiste, philosophe, politologue, etc. Remarquons que, comme Ben Ali en Tunisie ou Staline en URSS, son passage par le ministère de l'Intérieur est à l'origine de sa « fortune », au sens romain repris par Machiavel. J'ai suffisamment fréquenté des « managers » de très haut niveau pour savoir que ces gens-là n'ont pas de substrat de pensée propre, pas de connaissances en dehors de leur technique, généralement comptable, pas de références sociales, pas de morale, pas d'engagement, pas de convictions. Les managers humanistes, cultivés, comme Auguste Detœuf (qui avait accepté Simone Weil dans ses usines de l'Alsthom), n'existent plus. Rappelons le mot de Detœuf: il y a trois façons de se ruiner: les femmes, le jeu et les ingénieurs; la première est la plus agréable, la seconde la plus rapide, la troisième la plus sûre.

Le prolo n'est qu'une construction sociopolitique, qu'une définition sociale idéologique, résultant du choix entrepris par les prétendues élites politiques en faveur du néolibéralisme depuis environ trente ans.

Enfin, qu'est-ce qu'un prolo? Un pauvre, un salarié dans des tâches répétitives, un employé jetable, corvéable à merci dans de l'intérim, du CDD, du saisonnier, du temps partiel, du travail le dimanche ou la nuit parce qu'il est sans qualification professionnelle substantielle ou soumis à l'emprise d'un patron? Mais qu'est-ce que la qualification? On le voit assez nettement pour des ingénieurs, des chercheurs, des enseignants, des docteurs, des experts, etc., mais c'est une qualification limitée, spécialisée, presque quantifiable, qui ne dit rien sur les autres aspects de la personne: sa culture, son humanisme, son altruisme, son attitude coopérative, ses « relations humaines », son sens du service à rendre à autrui, son imagination, etc. Combien de « grands chefs » ai-je rencontré qui n'avaient qu'une calculatrice à la place du cœur, imbuables, imbus de leur technique, de leur pseudo-savoir spécialisé, de leur titre de gloire (diplôme d'une grande école) valant passeport perpétuel pour de hautes fonctions? Qualification en quoi, qualification de quoi et pourquoi et pour qui? La question n'est pas posée. En fait, le prolo n'est que celui qui occupe une position incertaine et subordonnée dans la hiérarchie sociale organisée par les anciens élèves des « séminaires de l'aristocratie » (Proudhon), par les politicards, par les financiers pour lesquels le seul poids monétaire fait la valeur des hommes. Il est vrai, dans notre société du fric, de l'argent casino, de la seule richesse quantitative et financière, que ceux qui n'y réussissent pas ne sont que des prolos. Est-ce à dire qu'ils n'ont pas de qualités sociales, humaines, relationnelles? Est-ce à dire qu'ils ne pourraient pas progresser si la formation professionnelle continue n'était pas réservée aux mieux lotis et rackettée par le patronat et les syndicats? Le système s'en fout et ne répondra pas à la question car être pauvre, sans pouvoir, sans relations, sans privilèges, etc., c'est n'être qu'un prolo.

Mais alors comment devient-on prolo? On le devient pas suite de toutes les politiques libérales menées par les politicards, poussées par la finance et l'industrie, depuis maintenant trente ans. Et je te détruis le droit du travail pour insécuriser les travailleurs et les empêcher de lutter convenablement contre les « réformes » qui les atomisent, les individualisent et les précarisent, qui les ramènent progressivement à la misère. Et je te bousille le droit social en diminuant les aides éponymes, déjà par absence de revalorisation des minima

sociaux depuis dix ans, puis par abaissement des retraites et des salaires (réformes Balladur de 1993, Fillon de 2003, Bertrand de 2007). Et je te favorise les solutions capitalistes: primes aléatoires, salaires individualisés au « mérite », épargne salariale, assurances-vie individuelles, retraites complémentaires par capitalisation, baisse des avantages sociaux, etc., au lieu de bons vieux salaires assurés et progressifs. Et j'appâte les gens en leur faisant miroiter l'accession à la propriété individuelle à cinquante kilomètres de leur lieu de travail, car évidemment tout est fait pour laisser l'immobilier et le foncier à l'emprise de la rentabilité financière, à la loi de l'offre et de la demande, à l'usage intensif de la sacro-sainte bagnole et du poids lourd, à l'hébergement de fortune dans des hôtels à 400 euros par mois les 9 m² insalubres, à la diminution de la construction de logements vraiment sociaux. Et je t'abêtis les gens avec une télé publicitaire privée et en détruisant le service public de radiotélévision sous-financé et soumis au comte-président Tsarko de Bossa-Nova. Et je laisse la bride sur le cou à la finance en autorisant les cartes de crédit revolving à 20 % de taux d'intérêt (et en fixant le taux d'usure à 21 % ! justement pour les laisser faire), en laissant les banques facturer n'importe quoi, en permettant les assurances-vie spéculatives et la capitalisation. Et je te transforme l'Éducation nationale en champ de compétition pour favoriser les études des enfants des classes supérieures (suppression de la carte scolaire « mixitante », limitation des « Rased », suppression du samedi -les parents qui travaillent le samedi et le dimanche, ils les mettent où leurs enfants? Y a-t-il un service d'accueil comme désormais lors des grèves enseignantes?), mise en place de « rattrapages » stigmatisants à des heures indues, faveurs pour les « bonnes universités » et les grandes écoles, etc. Et je te favorise les déjà riches ou aisés en diminuant leurs impôts tout en faisant une réformette cosmétique sur les niches fiscales. Et je t'ouvre les frontières aux délocalisations, aux importations low cost, aux transferts de capitaux, aux LBO en faveur de la circulation « libre et non faussée » des capitaux, des marchandises et des hommes (si diplômés dans des filières déficitaires au nom de « l'immigration choisie ») afin, soi-disant, d'augmenter le pouvoir d'achat par baisse des prix.

Donc le prolo n'est qu'une construction sociopolitique, qu'une définition sociale idéologique, résultant du choix entrepris par les prétendues élites politiques en faveur du néolibéralisme depuis environ trente ans. Il n'est pas évident que la fête continue longtemps pour le capital et ses fidèles serviteurs politiques malgré la capitulation en rase campagne du syndicalisme de « services ». Ça bouge, ça rue dans les brancards comme en Grèce. Il y a même une grève générale programmée le 29 janvier. Aura-t-on un beau mois de mai 2009? Car les peuples ont compris que,

pendant qu'on leur serrait la ceinture, la finance non seulement s'en était foutu plein les poches mais encore l'avait fait en les spoliant de la façon la plus immorale qui soit. Ce qui s'est effondré depuis le début de la crise des subprimes, c'est par-dessus tout la base morale du système capitaliste, dont le néolibéralisme n'est que l'exagération hors limites. Le cave va se rebiffer et déjà l'empereur Tsarcovitch serre les miches. La récession aidera beaucoup à la prise de conscience. Elle ne fait que commencer. En effet, il y a pour 70 000 milliards de dollars de produits dérivés, créances, dettes bien au-delà des 55 000 milliards de PIB mondial. La crise du crédit réside dans ce que cet écart énorme, astronomique, repose sur de la monnaie fictive, sur du crédit sans garantie réelle, sur une dette qui est sa seule garantie (il fallait le faire : garantir le crédit par de la dette!). Tant que cette dette qui mine les comptes des banques, des assurances, des fonds spéculatifs, des fonds de pension n'est pas apurée, personne dans ces milieux-là ne se fera confiance (et ils savent ce qu'il en est vu qu'ils sont tous pourris jusqu'à l'os, banquiers en tête). Parallèlement, la capitalisation boursière a déjà fondu de moitié pour tomber à 25 000 milliards de dollars ; et ça va empirer car les multinationales et firmes vont voir tomber leurs bénéfices (à l'origine de la valeur des actions) faute de ventes à des prolos sans revenu et à des petits bourgeois ruinés (baisse de l'immobilier, des titres, des pensions par capitalisation).

Tout périt par là où il a été péché, dicit les Écritures. Mitterrand par la prostate, le capital par le crédit.

Tout périt par là où il a été péché, dicit les Écritures. Mitterrand par la prostate, le capital par le crédit. Le système capitaliste prêtait à fond pour vendre et pour assurer des rentes financières aux prêteurs, dont eux-mêmes. Notamment en prêtant à l'État depuis qu'il a été interdit que ce dernier ait sa propre banque lui faisant des avances sans intérêt car un prêteur ne se prête pas à lui-même. C'est ce qui fait pousser des cris d'orfraie au banquier compradore et socialisant Peyrelevade (la pierre levée en langue d'oc ; là c'est la pierre jetée contre l'indépendance financière de l'État) contre la dette publique alors que celle-ci permet de nourrir grassement les banquiers et les prêteurs privés. Mais désormais crédit est mort en tant que confiance. Ont aussi péri les OPCVM (SICAV et FCP), les assurances-vie (sauf en euros), les stock-options, les LBO, les retraites par capitalisation, etc. D'où la baisse de la consommation et des investissements conduisant à la récession. L'écroulement des fonds spéculatifs et des « capitalisations boursières » va contribuer à résorber les

15 000 milliards de dollars fictifs vus plus haut, à diminuer le stock d'actions surévaluées et à ralentir l'économie virtuelle, dont il faut dire que si ses actifs sont irréels, ses conséquences en termes de dette à éponger sont, elles, bien réelles.

Pour compenser la dette privée qui s'effondre et qui ne peut repartir faute de confiance, les dirigeants politicards des États, qui jusqu'ici ne juraient que par le démantèlement de l'État, par l'horreur de la dette publique, par le refus du contrôle au profit « de chartes d'engagement et d'autorégulation volontaires », etc. se mettent à emprunter à qui mieux mieux pour refinancer les banques pourries et relancer l'économie. Qui va leur prêter ? La Chine, le Japon, le Brésil... Les pays prêteurs exigeront de solides garanties et des taux d'intérêt élevés. Cela cadre mal avec la politique actuellement suivie par les pays occidentaux : emprunter tout en laissant filer leur monnaie, comme le font les États-Unis et la Grande-Bretagne. Reste l'euro. Jusqu'à quand ? On peut donc redouter un effondrement des monnaies principales, ce qui réduirait de beaucoup les réserves de change et les fonds souverains des rares pays pouvant prêter. Une crise générale du système monétaire international, dont il faut rappeler que depuis 1973 il ne repose sur rien de tangible, n'est donc pas impossible. Alors, là, priez pauvres prolos car c'est vous qui iriez en payer les pots cassés.

C'est cela, en fait, la position de prolo : se faire couillonner à tous les coups dans le système capitaliste. Mais quand il n'aura plus à bouffer, alors se révoltera-t-il peut être. **J. L.**



Si proches, si lointains...

SOIXANTE-DIX ANS, c'est énorme : toute une vie. Parmi les réfugiés espagnols qui passent la frontière française en janvier et février 1939, certains ont vingt ans : ceux qui ont survécu en ont aujourd'hui quatre-vingt-dix.

D'abord, ce sont des parias que l'on parque dans les camps d'Argelès, de Saint-Cyprien ou du Vernet. Ensuite, ce sont les grands absents de la liesse populaire de la Libération. Leur rôle dans la Résistance ou dans la 2^e DB a été occulté par ceux qui entendaient capitaliser la présence de la France dans le camp des « vainqueurs ».

Ainsi, pour le Parti communiste français, il s'agissait de revendiquer le titre de « parti des fusillés », de diluer ses errements du début de l'Occupation, de monopoliser tous les actes de résistance positifs au profit d'un positionnement patriotique et de scrutins qui l'ont propulsé un temps au firmament des consultations électorales. Le documentaire de Mosco Boucault, *Ni travail, ni famille, ni patrie*, montrera, en 1993, l'ostracisme et les manipulations dont ont été victimes les résistants étrangers, même communistes.

Les gaullistes n'ont pas suivi une autre voie. Pour preuve, la libération de Paris, qui est célébrée le 25 août alors que, dès le 24, une unité de la division Leclerc prenait position à l'Hôtel de Ville. Mais il s'agissait de la 9^e Compagnie, la Nueve, composée presque exclusivement d'Espagnols. Comme la population parisienne a bien vu que le français de ses libérateurs était pour le moins hésitant, la presse des jours suivants les a présentés comme... Américains !

Leur présence au sein de la République est gênante à plus d'un titre. Ils sont le rappel vivant des capitulations d'avant-guerre que l'on voudrait oublier : la non-intervention, les camps de concentration, l'esprit de Munich... Ils sont également la mauvaise conscience de l'après-guerre : de retour de déportation, ils expérimentent la volonté d'oubli d'une majorité de la population, résistante de la dernière heure ; ils sont la preuve manifeste que les « libérateurs » ferment les yeux sur la dictature qui sévit impunément de l'autre côté des Pyrénées.

Aujourd'hui, bien sûr, les choses ont changé. En 2005, un hommage public est rendu aux survivants de la Nueve ; la mairie de Paris a même fait poser une série de plaques au long de l'itinéraire du détachement, du Moulin de la Pointe à la place de l'Hôtel-de-Ville. Se revendiquer d'un père exilé ou d'une grand-mère républicaine espagnole est devenu un must.

Mais à l'amnésie historique a succédé trop souvent la célébration compassionnelle, avec



ses généralisations abusives et ses individualisations hagiographiques. L'essentiel étant de rester dans un unanimité qui lime les aspérités.

Car sur le fond, que sait-on de ces vies ? Quelles ont été les trajectoires de ces hommes et de ces femmes qui choisissent de quitter leur pays en 1939 et qui ont passé l'essentiel de leur existence auprès de nous ? À quels conflits et contradictions ont-ils dû faire face ? Quelles ont été leurs priorités, sur le plan individuel et collectif ? Les réponses restent fragmentaires et souvent confinées à la recherche universitaire.

Si la composante libertaire de l'exil espagnol a, dans l'ensemble, été confrontée à une situation similaire à toutes les autres, elle a également eu quelques particularités. Numériquement d'abord : au lieu de pouvoir s'appuyer sur un courant anarchiste « autochtone », elle est la première à se structurer à grande échelle, avant même la fin de la Seconde Guerre mondiale, et ses effectifs se chiffrent en dizaines de milliers. La CNT espagnole transporte dans ses maigres bagages les logiques d'un mouvement de masse qui pense que cet exil ne sera que transitoire, ce qui ne manque pas de générer des incompréhensions et, à terme, une forme de distanciation : l'appartenance à un même courant de pensée et d'action ne se manifeste que sporadiquement.

Et, pourtant, le poids historique de la Révolution de 36 en fait le centre de l'argumentation lorsqu'il s'agit de défendre, à l'extérieur du mouvement, la viabilité des idées libertaires, et son échec permet, en interne, tous les jugements et toutes les condamnations. À ces débats et à ces analyses seuls ont pris part ceux des cénétistes disposant des moyens techniques de l'expression écrite. Pour les autres, l'immense majorité des

anonymes, il reste un peu d'amertume et cette phrase si souvent entendue : « Así se escribe la historia »*.

En dépit des masses d'articles, d'ouvrages, de thèses qui ont été produites sur la Révolution espagnole et la CNT, ceux qui en ont connu de près les témoins et les acteurs restent presque toujours sur leur faim. Où est la flamme qui les anime ? Où est la force de leur action collective ? Où est cette morale si particulière que l'on qualifie d'un revers de plume de « puritanisme » ? Les historiens, avec des outils qui s'appliquent si bien aux systèmes hiérarchiques, peinent à rendre compte d'un mouvement qui s'éloigne radicalement des schémas classiques. C'est pourquoi leurs productions, se centrent quasi exclusivement sur ce qu'il y a eu de dérives – indéniables – dans le mouvement, et que tout le reste, ce qui en a fait le sel et la force, n'est qu'à peine évoqué.

Ces vieux militants espagnols de l'exil, que l'on a rendu si facilement coupables de tout, de l'échec de la Révolution, de l'échec de la lutte antifranquiste, de l'échec de la reconstruction de la CNT, sont pourtant des hommes et des femmes qui ont été capables de créer collectivement les conditions d'une révolution, de l'animer collectivement et de résister collectivement aux revers qu'ils ont subis.

Ils ont vécu à nos côtés. Qu'avons-nous vraiment appris d'eux ?

Aimé Marcellan

* « C'est ainsi qu'on écrit l'histoire. »

1939-2009

Hommage à l'Exil espagnol

Voir l'article page 21, annonçant le programme commémoratif.

Un an de cinéma

Mato-Topé



AUX DEUX BOUTS DE LA CHAÎNE du cinéma, du film à la salle, le bilan de l'année 2008 s'avère porteur de réflexions et d'enseignements.

Ce que dit avec force Sean Penn dans son film, c'est que la liberté conçue comme refus entêté du lien social [tout le long de ce road-movie, le jeune héros immature fait de belles rencontres qui lui proposent une alternative concrète à son absurde projet] conduit irrémédiablement *Into the Wild*, dans le désert, dans la sauvagerie et à la destruction. Ce faisant, le discours de Sean Penn constitue l'exact contre-pied de l'idéologie bourgeoise qui, après des siècles d'inculcation, a réussi à faire accroire que « ma liberté s'arrête là où celle de l'autre commence » afin de poser les fondations de l'État de droit. Dans cette vision du monde qui ne connaît que des individus certes égaux en droit mais atomisés, l'État joue un rôle d'arbitre en garantissant les droits de chacun contre les ingérences de tous les autres. Car, si la liberté s'arrête effectivement là où celle de l'autre commence, la recherche légitime et inévitable de l'accroissement de sa propre liberté passe impérativement par la réduction proportionnelle de celle des autres.

Dès lors, dans la mesure où un être humain se refuse à jouer du rapport de force pour faire reculer la liberté des autres ou pire d'user de la domination pour les asservir, seule la solitude peut lui garantir la jouissance d'une liberté absolue. « Au point de vue barbare, liberté est synonyme d'isolement : celui-là est le plus libre dont l'action est la moins limitée par les autres. » Longtemps dans la mythologie américaine, les Blancs épris de liberté et bien qu'ils n'aient pas lu Proudhon pour autant, ont cherché à fuir dans la Wilderness pour échapper au carcan des lois de l'Est et pour y retrouver les « barbares » pour Proudhon ou encore les sauvages (i.e. « des hommes sans loi ») afin qu'ils leur enseignent la vie hors-la-loi (dépecer du gibier pour se nourrir ou reconnaître les plantes vénéneuses pour éviter l'empoisonnement). Malheureusement, aujourd'hui, il y a

bien longtemps que tous les Indiens ont disparu et qu'ils ne peuvent plus servir de médiateurs pour les Blancs en mal de liberté... Il ne leur reste plus qu'à redescendre dans la laideur de la civilisation pour s'y faire tuer (*Brokeback Mountains* d'Ang Lee) ou à demeurer dans le désert et à mourir dans la solitude : le résultat s'avère identique. Construite à partir d'une « histoire vraie », le récit du jeune Chris McCandless, innocente victime de la croyance dans les illusions américaines, la fiction contemporaine de Penn s'achève par une prise de conscience simple mais fondamentale : *happiness must be shared!* Le bonheur doit être partagé. Mais la prise de conscience intervient trop tard et la mort sanctionne son aveuglement idéologique.

Les lecteurs de Proudhon et de Bakounine rajouteront : pour exister, la liberté doit être partagée tout autant. En cela, ils incarnent une façon radicalement opposée de penser le monde et la liberté :

« Je ne suis vraiment libre que lorsque tous les êtres humains qui m'entourent, hommes ou femmes, sont également libres. La liberté d'autrui, loin d'être une limite ou une négation de ma liberté, en est au contraire la condition nécessaire et la confirmation. [...] C'est au contraire l'esclavage des autres qui pose une barrière à ma liberté, ou, ce qui revient au même, c'est leur bestialité qui est une négation de mon humanité. »

Plus explicitement politique encore dans *There Will Be Blood*, Paul Thomas Anderson montre avec force que la recherche de l'enrichissement personnel, la quête de l'Eldorado, n'est qu'un moyen pour le misanthrope d'échapper aux autres. Le chercheur de pétrole interprété par Daniel Day-Lewis, Daniel Plainview le met bien « en évidence » (une traduction possible de Plainview) en déclarant : « Je hais la plupart des gens, alors, je veux juste gagner suffisamment d'argent pour les éloigner tous. » Mais pour réussir à les éloigner tous, il faut énormément d'argent et pour en gagner autant, il faut passer sur un



amoncellement de cadavres: même le lien filial est délibérément rompu dès lors qu'il n'est plus utile à l'entreprise d'enrichissement. Cette logique absurde, inhumaine, négation de toute humanité, pour reprendre Bakounine, conduit à la solitude et Daniel Plainview à l'enfermement dans un château complètement vide qui ressemble à celui de Charles Foster Kane ou à celui de son modèle William Randolph Hearst. Comme le titre l'indique, finalement, le sang qui a accompagné toute sa vie de self-made man, qui s'est construit effectivement tout seul mais constamment contre les autres, clôture cette pitoyable existence dans la folie et la mort en révélant sa vérité ultime.

Ces belles réflexions critiques sur les mythes fondateurs de la société américaine rappellent aux spectateurs mondialisés (par un cinéma américain qui ne craint pas, à côté de ses blockbusters, d'aborder également des grands sujets) le caractère mortifère des deux piliers idéologiques de la société marchande et que la condition d'existence non seulement du bonheur mais de toute vie est le partage et l'entraide. Comme le rappelle Proudhon: « Au point de vue social, liberté et solidarité sont termes identiques. »

À l'autre bout de la chaîne, en 2008, les salles municipales, qui existent depuis des décennies et qui irriguent en profondeur tout le territoire (un cinéma sur deux en France est municipal), ont continué à être l'objet d'attaques extrêmement virulentes de la part des défenseurs inconditionnels de la concurrence

libre et non faussée. Commencée en 2007 après l'élection présidentielle (Cherchez le rapport! Cf. *Le Monde libertaire*, n° 1493 du 8 au 14 novembre 2007, pp.19-20), cette offensive n'a pas connu de trêve en 2008 malgré la déroute des marchés financiers qui a démontré l'inanité de la doctrine libérale. Elle commence à porter ses fruits. Le CNC a commandé une étude sur la concurrence et, en mars, un rapport sur « cinéma & concurrence » lui a été rendu. Ses rédacteurs préconisent de « respecter un principe d'égale concurrence » en contraignant les salles municipales, mais ils « omettent » curieusement de prendre en compte les marges arrière que les circuits pratiquent en imposant aux distributeurs de payer pour passer leurs bandes annonces (plus de 40 M. euros en 2007 selon les statistiques du CNC que les rédacteurs n'ont sûrement pas eu le temps de consulter, cf. Bilan 2007, dossier du CNC n° 306, mai 2008, p. 95). Sur le terrain, à Vénissieux, le projet d'agrandissement du cinéma Gérard-Philippe de une à trois salles a été gelé par un recours à l'initiative d'UGC et du syndicat Uniciné (les syndicats dans le cinéma n'étant que des corporations, il faut lire Pathé). Cette procédure juridique n'est évidemment pas étrangère à l'ouverture prochaine de deux nouveaux multiplexes dans l'agglomération décidés et voulus par le Grand-Lyon: un Pathé en 2009 à Vaulx-en-Velin et un UGC en 2010 à la Confluence.

Pourquoi cet acharnement au-delà de l'argumentaire peu convaincant sur la

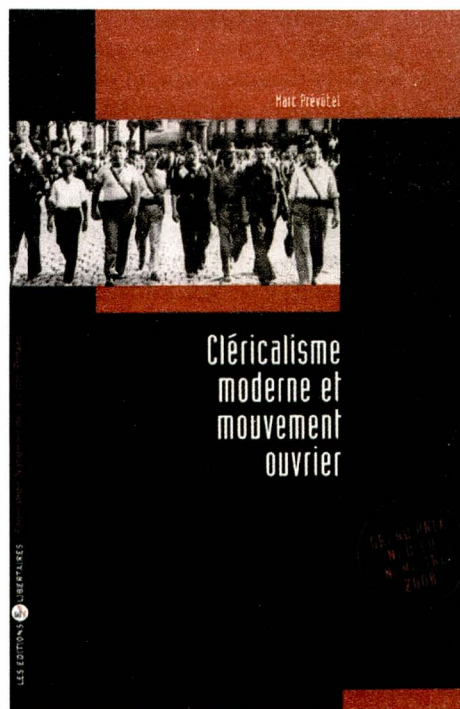
concurrence déloyale (qui peut croire que le Gérard-Philippe sur la périphérie de Lyon ou le Méliès à Montreuil soient en mesure de nuire commercialement à UGC?) et quel lien avec le contenu des deux films américains?

Les salles municipales comme fabriques (bien modestes mais effectives) de lien social maintiennent, dans leur ville, une petite lumière allumée à l'heure du couvre-feu médiatique au Studio à Orthez, à l'Eldorado à Saint-Pierre-d'Oléron, à La Brèche à Sainte-Foy-la-Grande, au Méliès à Montreuil et pas uniquement à Paris ou au centre de Toulouse ou de Bordeaux... Toutes proposent de partager des instants fugitifs de plaisir collectif, d'organiser des rencontres autour des films, d'instaurer des débats. Toutes construisent un peu de sens dans une société qui en a bien besoin et bricolent finalement de la pensée. Or, comme le rappelle justement Jean-Louis Comolli, « Le marché global n'a pas besoin de gens qui pensent. Il a besoin de gens qui pensent tous la même chose, c'est-à-dire exactement le contraire de la pensée. Se divertir pour ne pas penser, c'est l'arme majeure du maintien de l'ordre des maîtres. » (Entretien in *La lettre des pôles* 09, automne-hiver 2008, p. 8).

Voilà aussi pourquoi les films partagés s'opposent toujours aux films consommés, les œuvres aux produits et que les défenseurs de la libre entreprise, qui se situent du côté des maîtres, veulent voir disparaître, dans une sorte d'acharnement idéologique, les salles municipales, ces partageuses de bonheur.

M. T.

Ah la calotte...



Ouvrage disponible à la librairie du Monde libertaire, 145, rue Amelot, 75011 Paris.

« CLÉRICALISME ET MOUVEMENT ouvrier », c'est le titre du livre de Marc Prévôtel, lauréat, s'il vous plaît, du prix « Ni dieu Ni maître » 2008, édité par « Les Éditions libertaires et la Fédération de la Libre Pensée ».

Il s'agit d'un recueil, revu et augmenté, de textes publiés en première édition par « Volonté anarchiste » (1983).

On y trouve des chapitres aux titres édi-

fiantes : « Les envahisseurs » (*L'Anarcho-Syndicaliste*, 1976-1977-78), « Néo-cléricalisme et réécriture de l'Histoire » (*La Rue*, 1979), « Cinquante ans de JOC » (*Le Monde libertaire*, 1979), « Le progrès technique peut véhiculer l'obscurantisme » (*Le Monde libertaire*, 1979), « Les évêques nous convient à vivre et à crever au Smic » (*Le Monde libertaire*, 1982), « Comment en sommes-nous arrivés là? » (*Laïcité*, 1983), « Pie XI n'a pas condamné le fascisme » (*Magazine libertaire*, 1986), « Centenaire de Rerum Novarum » (*Cahiers d'Aristide Lapeyre*, 1991).

Point par point l'auteur démontre la réalité de la politique sociale de l'Église,

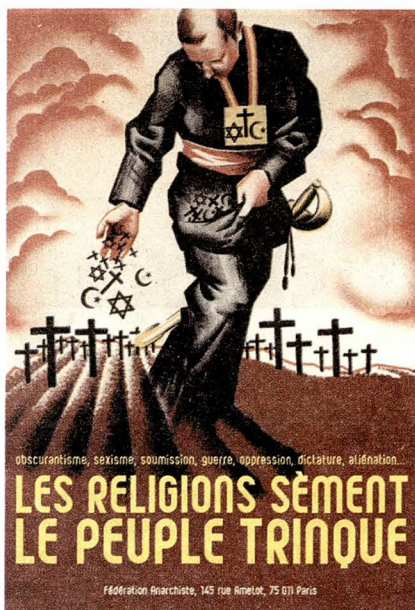
constante, à travers l'Histoire, sous ses travestissements sociaux-modernes, et son impact sur d'importants secteurs du mouvement ouvrier: les classes, patrons et syndicats doivent collaborer au « bien commun » de la nation à l'entreprise.

À l'heure où le monde s'achemine vers une récession économique dont personne ne peut prévoir l'ampleur et les conséquences sociales, alors que les dividendes ont triplé en vingt-cinq ans, les évêques réunis en conférence annuelle à Lourdes, le 4 novembre, édictent:

« Nous devons prendre en compte les limites des richesses à partager. Gagner plus doit-il devenir le principal objectif de l'existence? »

La messe est dite. Le livre de Marc Prévôtel est décidément au cœur de l'actualité. Des lumières pour la connaissance, des armes pour militants. À lire. Ça vaut le coût: 14 euros.

Serge Mahé



Affiche disponible à la librairie du Monde libertaire.

Abonnez-vous !

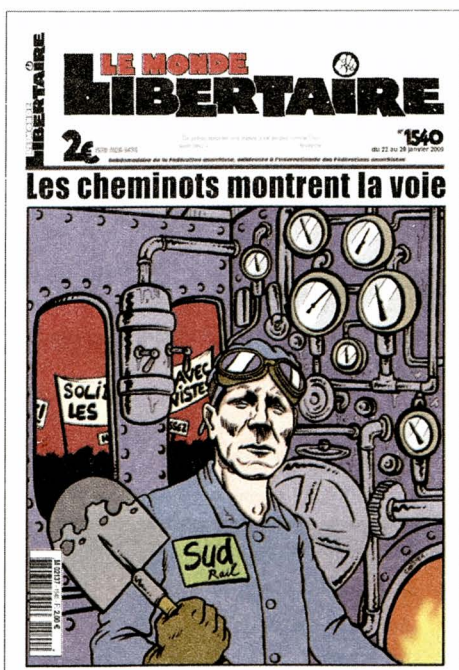
On peut maintenant, outre le courrier, s'abonner « en ligne », avec paiement sécurisé et tout et tout :

www.librairie-publico.com

Vous en profiterez pour commander, du même coup, les nouveautés de la librairie du Monde libertaire, et télécharger les récents catalogues au format .pdf
Pour trouver facilement les points de vente près de chez vous, le site

www.trouverlapresse.com

un outil de notre diffuseur, les NMPP, est à votre disposition. Si vous ne disposez pas d'un accès Internet, n'hésitez pas à nous téléphoner : 01 48 05 34 08, entre 14 heures et 19 h 30. Achetez *Le Monde libertaire* le plus souvent possible, et dans le même lieu, et n'hésitez pas à insister pour qu'il soit bien visible.



Béarn libertaire

Du 11 AU 14 FÉVRIER, des journées libertaires sont organisées à Pau par la section étudiante de la CNT-AIT, la Coordination libertaire étudiante, le Cercle Louise-Michel et les Éditions du Temps Perdu. Pour les maisons d'éditions, il sera possible de tenir des stands.

Au programme :

Mercredi 11 février, à 18h30, à la faculté de Lettres de Pau. Exposition *Anarchisme et féminisme*, Conférence-débat « Louise-Michel et le féminisme ».

Jeudi 12 février, à la faculté de sciences de Pau. Exposition *L'autogestion*. À 18h30, conférence-débat « Abesse, une lutte autogérée en France aujourd'hui » avec un militant de la CNT-AIT. À 20h30 : Projection du film *Vivir la Utopia*.

Vendredi 13 février, à 18h30, conférence-

débat « Albert Cossery » avec Raymond Espinose. À la faculté de Lettres. À 21h30 : Concert avec les groupes Aahidança et Arnapi à la Maison de l'étudiant.

Samedi 14 février, au local de la CNT-AIT, 18, rue Jean-Baptiste-Carreau. À 12 heures, vernissage de l'exposition *Woodland* par Peinture interdite. À 14 heures, conférence-débat « Le mandat impératif » avec Pierre Henri Zaidman. À 16 heures, conférence-débat « L'Association Internationale des Travailleurs aujourd'hui, les exemples de la CNT espagnole et de la FORA Argentine » avec un compagnon de chacune de ces organisations.

Pour tout renseignement : cntaitaquitaine.lautre.net ou journéelibertairespau@gmail.com. CNT-AIT, 18, rue Jean-Baptiste-Carreau, 64000 Pau.

Retirada

le 31 janvier et les 6 et 7 février

DANS LE CADRE de la célébration du 70^e anniversaire de l'exil des antifascistes espagnols et à l'initiative de l'Union des Syndicats CNT de la Région Parisienne, la CNT organise : 1939-2009 – Hommage à l'exil espagnol à Paris.

De Barcelone et Madrid aux camps d'internement de Saint-Cyprien et Argelès. Des compagnies de travail au camp de concentration de Mauthausen. Des maquis de l'Ariège et du Massif Central jusqu'au plateau des Glières De l'Afrique du Nord, avec la 2^e DB, à la libération de Paris et de Strasbourg. Depuis toutes les régions de l'exil, pendant des dizaines d'années, l'opposition sans concession au franquisme. Des chemins et des vies à œuvrer pour la liberté et la justice sociale.

Programme :

Le samedi 31 janvier : À 20 heures, au 33, rue des Vignoles, 75020 Paris (M^o Avron ou Buzenval), le Théâtre de l'Épée de Bois présentera le samedi 31 janvier 2009 *L'Architecte* et *L'Empereur d'Assyrie* de Fernando Arrabal. Distribution : Maurici Macián Colet *L'Empereur* / Andrea Marchant *L'Architecte*, adaptation et mise en scène : Antonio Díaz-Florián, production : coproduction Théâtre de l'Épée de Bois, Paris et Teatro Espada de Madera, Madrid.

Le vendredi 6 février : À partir de 19h30, au local de la CNT, 33, rue des Vignoles, Paris XX^e. Inauguration de l'exposition *Les Républicains espagnols pour témoins*,

présentée par les éditions Tirésias et l'association *Mémoires partagées*. Débat sur La déportation au camp de Mauthausen et le rôle des Espagnols dans la Résistance en France. Avec la participation de : Véronique Salou, auteur de *Les républicains espagnols au Camp de Mauthausen*, le devoir de survivre, Michel Reynaud, écrivain, fondateur des éditions Tirésias, spécialiste des mémoires de la Déportation et de la Résistance, Évelyne Mesquida, auteur de *La Nueve*, Geneviève Dreyfus-Armand, historienne, directrice de la BDIC de Nanterre.

Le samedi 7 février : À 14h30, rassemblement devant l'entrée du cimetière du Père-Lachaise (Bld de Ménilmontant). 15 heures, dépôt de gerbes aux monuments aux morts du camp de Mauthausen et aux Espagnols morts pour la liberté. En présence de Ramiro Santisteban, ancien déporté à Mauthausen, dernier président de la Fédération espagnole des déportés et internés politiques. 15h30, départ en manifestation vers le 33, rue des Vignoles. 16 heures, inauguration de la plaque commémorative en hommage aux militants de la CNT espagnole en exil. En présence de Floréal Samitier, secrétaire de la Région extérieure de la CNT espagnole. 19h30, débat sur La CNT espagnole avant 1936 et la CNT en exil après 1939. Avec Alain Dobeuf, historien, et Aimé Marcellan, co-scénariste de *Un autre futur*.

CNT

Radio libertaire

Jeudi 29 janvier

Jus de rue (8 h 30) La parole aux gens de la rue. Revue de presse et micro-trottoir. Par Casquette.

Chronique hebdo (10 heures) Commentaire de l'actualité en direct chaque semaine.

De rimes et de notes (12 heures) Actualité de la chanson et du spectacle.

Radio cartable (14 heures) La radio des enfants des écoles d'Ivry-sur-Seine.

Petites annonces d'entraide (16 h 30) Les annonces de la semaine.

Si vis pacem (18 heures) André Lorulot, un pionnier de l'émancipation. Avec le groupe des libres-penseurs non alignés de la Commune de Paris.

Les enfants de Stonewall (19 h 30) 5^e jeudi. Hors-série trans'et intersexe: actualité, information, débats, culture LGBT (lesbienne, gay, bi et trans).

Vendredi 30 janvier

L'écho des cabanes (11 heures) Émission sur les familles de détenus.

Radio espéranto (17 h 30)

L'invité du vendredi: « Des droits et des hommes » (19 heures) avec une représentante du collectif national Droit des femmes et l'association Droit des femmes Paris 20^e.

La Grenouille noire (21 heures), consacrée à la lutte contre la pollution lumineuse.

Samedi 31 janvier

Réveil Hip Hop (8 heures) Culture rap.

La Philanthropie de l'ouvrier charpentier (10 heures) La Disneylisation de la société, avec Jean-Pierre Garnier.

Chronique syndicale (11 h 30) Luttés et actualités sociales.

Chroniques rebelles (13 h 30) *Je chante le corps critique. Les usages politiques du corps*, de Claude Guillon (H & O).

Longtemps, je me suis couché de bonne heure (19 heures) Nicolas Saada, pour son long-métrage *Espion(s)*; Emily Loizeau, pour son nouvel album *Pays sauvage* (Polydor).

Dimanche 1^{er} février

Symbiose (14 heures) recevra Gilles Maire, pour parler des logiciels libres de Musique assistée par ordinateur (MAO). En guise de démonstration, la musique de notre invité sera diffusée ainsi.

Chants/Contrechamps (15 h 30) Les films à l'affiche et Bernard Joyet, pour son album « Les victoires de la muse » et son concert à l'Européen le lundi 2 février à 20h30.

Il y a de la fumée dans le poste (18 h 30) L'actualité des drogues en général et du cannabis en particulier.

Lundi 2 février

Lundi matin (11 heures) L'actualité passée au crible de la pensée libertaire, par Sylvie et Laurent.

Les Mangeux d' terre (18 heures) Crise climatique et enjeux énergétiques – extrait de l'intervention de Lionel Cavicchioli, du Réseau Sortir du nucléaire, le 13 janvier à l'université populaire de Saint-Denis.

Le monde merveilleux du travail (19 h 30) Anarcho-syndicalisme, par les syndicats CNT de la région parisienne.

Mardi 3 février

Le Parisien libertaire (8 heures) L'actualité parisienne. L'agenda militant.

Artracaille (11 heures) La condition de l'artiste dans la cité.

L'idée anarchiste (14 h 30). Idéaux et débats (18 heures) Mississippi, Torralba: Histoire, histoires. Deux auteurs, en direct, pour l'émission du jour: Philippe Besson, pour *la Trahison de Thomas Spencer* (Julliard); Sylvie Gracia, pour *la Parenthèse espagnole* (Verticales).

Radio Libertaria (20 h 30) Émission de la CNT-AIT. Actualités militantes.

Mercredi 4 février

La bibliothèque anarchiste (8 heures) Autour du livre de Kropotkine *Dans les prisons russes et françaises*, inédit en français.

Blues en liberté (10 h 30) Blues: Jimmy Dawkins, guitare étincelante et mauvais caractère! Par Thierry Porré.

Sans toit ni loi (12 heures) Émission sur les mal-logés et la précarité.

Le manège (14 heures) Littérature & Cinéma. L'invité littéraire, par Boris Beyssi; les chroniques ciné de Heike Hurst.

Femmes libres (18 h 30) femmes qui luttent, femmes qui témoignent.

Ras les murs (20 h 30) Actualités des luttes des prisonniers, 20 ans de Ras les murs: émission spéciale au Forum Léo-Ferré, avec les auditeurs.

Les Rendez-Vous soniques (00 h 30) Le magazine libertaire du rock: Ssession live à La Cantada, animée par Éric et Palem.

Jeudi 5 février

Si vis pacem (18 heures) Antimilitarisme. Émission de l'Union pacifiste.

89.4 MHz en région parisienne
rl.federation-anarchiste.org

Jeudi 29 janvier

Saint-Brieuc (22)

20 heures. Le groupe Jean Souvenance de la Fédération anarchiste organise une projection-discussion autour du film *L'An 01* au Centre social St-Jouan.

Merlieux (02)

De 18 à 21 heures, la Bibliothèque sociale, animée par le groupe Kropotkine de la Fédération anarchiste, accueille l'écrivain cinéaste Gérard Mordillat, auteur de *Vive la Sociale* (Mazarine), *Les Vivants et les Morts*, *Notre part des ténèbres* (Calmann-Lévy). Table de presse. Entrée libre. Athénée libertaire. 8, rue de Fouquerolles

Vendredi 30 janvier

Saint-Denis (93)

19 heures. La Dionysité : Cycle « Le Corps au travail. ». Travail des femmes, femmes au travail avec Ginette Francequin chercheuse au CNRS, auteure de *Le Vêtement de travail, une deuxième peau* (éd. Eres, 2008) et Michel Séménako, photographe qui projettera ses travaux sur les femmes au travail. Entrée libre. Bourse du Travail de Saint-Denis, Métro ligne 13, Porte-de-Paris, ou RER D. Site : dionyversite.org

Ivry (94)

20h30. *Le discours du traîneux*. Gérard Pierron, Bernard Meulien, Hélène Maurice, accompagnés par Marie Mazille (violin, clarinettes) et Félix Belleau (accordéon), cheminent sur les traces de Gaston Couté. Vendredi et samedi soir. Forum Léo-Ferré, 11, rue Barbès, métro Pierre-Curie ou Porte-d'Ivry, tramway Porte-d'Ivry. 01 46 72 64 68.

Samedi 31 janvier

Vannes (56)

17 heures. Dans le cadre du Forum social local de Séné-Vannes, le groupe libertaire René Lochu (Fédération anarchiste) invite, pour une conférence débat publique, l'écrivain Maurice Rajsus à propos de « Crise du capitalisme et répression des mouvements sociaux, les libertés publiques et

Manif

Ne nous laissons pas terroriser par l'État

Comme il l'a montré ces derniers mois, l'État, sous couvert d'antiterrorisme notamment, cherche à criminaliser toute forme de contestation, qu'il s'agisse de modes de vie alternatifs ou de participation aux luttes sociales. Gardes à vue, perquisitions, détentions préventives, violences policières... Tous les moyens sont bons pour faire taire celles et ceux qui luttent et résistent.

C'est pourquoi nous appelons l'ensemble du mouvement social à manifester le samedi 31 janvier dès 15 heures de Luxembourg (RER) à Denfert-Rochereau.

AL, CNT, FA, SCALP

individuelles en question », au Petit Théâtre Anne de Bretagne du Palais des Arts. Entrée libre. La Table de presse dans la salle des associations de Séné de 10 heures à 18 heures. fedeanar56@yahoo.fr

Rennes (35)

Les éditions du *Monde libertaire* seront représentées par le groupe La Sociale de Rennes au salon Plumes rebelles, d'Amnesty international, Halle Martenot.

Paris (XX^e)

20 heures. 1939-2009, hommage à l'Exil espagnol. Dans le cadre de la célébration du 70^e anniversaire de l'exil des antifascistes espagnols, le Théâtre de l'Épée de Bois présentera, au 33, rue des Vignoles, M° Avron ou Buzenval, *L'Architecte et l'Empereur d'Assyrie*, de Fernando Arrabal.

Dimanche 1^{er} février

Rennes (35)

Les éditions du *Monde libertaire* seront représentées par le groupe La Sociale de Rennes au salon Plumes rebelles, d'Amnesty international, Halle Martenot.

Lundi 2 février

Winterthur (Suisse)

Jusqu'au 7 février, en Suisse alémanique. Pour la cinquième fois, auront lieu à Winterthur des journées anarchistes. La foire anarchiste des livres aura lieu avant les journées anarchistes, pendant le week-end du 31 janvier et 1^{er} février dans la Alte Kaserne.

Mardi 3 février

Metz (57)

20 heures : Débat – La lutte des classes et/ou syndicalisme, précédé du Film *Fernand Pelloutier et les Bourses du Travail*. Caveau du café Jehanne d'Arc Place Jeanne-d'Arc.

Saint-Denis (93)

19 heures. La Dionysité, Université populaire de Saint-Denis. « Proudhon, Bakounine, Kropotkine : les trois fondateurs de l'anarchisme ». Trois vies au service de la révolution. Présentation de Philippe Paraire, docteur en philosophie, auteur et enseignant en Seine-Saint-Denis et Michael Paraire, écrivain-philosophe. Entrée libre. Bourse du Travail de Saint-Denis, 9-11, rue Génin, Métro ligne 13, Porte-de-Paris, ou RER D. dionyversite.org

Jeudi 5 février

Saint-Denis (93)

19 heures. La Dionysité, Université populaire de Saint-Denis. Cycle : « Figures de peintres dans leur contexte : Léonard de Vinci (1452-1519) ». Présentation de Yolaine Guignat. Bourse du Travail de Saint-Denis, 9-11, rue Génin, Métro ligne 13, Porte-de-Paris, ou RER D. Entrée libre.

Lyon (69)

20h30. Natasha Bezrich chante Léo Ferré en soutien au groupe Vivre Libre de la Fédération anarchiste. MJC du Vieux Lyon (Salle Léo-ferré). 5, place Saint-Jean - Métro Saint-Jean. PAF : 15 et 10 euros. Réservations : 06 63 20 83 50.

Comme il l'a montré ces derniers mois, l'Etat, sous couvert d'antiterrorisme notamment, cherche à criminaliser toute forme de contestation, qu'il s'agisse de modes de vie alternatifs ou de participation aux luttes sociales. Gardes à vue, perquisitions, détentions préventives, violences policières... Tous les moyens sont bons pour faire taire celles et ceux qui luttent et résistent... Il est temps de riposter :

MANIF

sam. 31 janvier

**RDV-départ 15h
à Luxembourg**

**NE NOUS LAISSONS PAS
TERRORISER PAR L'ETAT !**



FEDERATION ANARCHISTE

www.federation-anarchiste.org